L'unité

N° 36 - 2F50 Hebdomadaire socialiste 3 novembre 1972

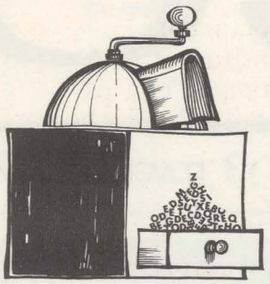
Réponse à Peyrefitte



VIETNAM: ENFIN!

Collection Jean-Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

— Poésie :

★ **Yves Rouquette : Rouergue, si (Ed. P.J. Oswald).**

★ **Jean Larzac : L'étranger du dedans (Ed. P.J. Oswald)**
Deux livres bilingues. Deux poètes occitans. Une seule lutte.

— Romans :

★ **Maurice Clavel : Le Tiers des Etoiles (Ed. Grasset)**
Un livre taillé à coups de serpe. Toutes les obsessions étincelantes de Clavel : Dieu, le sexe, la politique. La Bible revue et corrigée par Satan. Et peinte en rouge.

— Art :

★ **Toute l'œuvre peinte de Daumier (Flammarion, coll. Les classiques de l'Art)**
Un Balzac de la misère. « Le seul historien qui vaille Michelet n'était pas historien ; c'est Daumier ».

★ **Carlo Sala : Max Ernst et la démarche onirique (Klincksieck)**
Le rêve peut-il servir à régler certaines questions fondamentales de notre vie ?

— Histoire :

★ **Maurice Agulhon et André Nouschi : La France de 1914 à 1940 (Fernand Nathan).**
Les faits décantés, le mécanisme de l'Histoire dégagé. Le tout expliqué le plus simplement du monde. Si chacun lisait ce livre et en tirait les conclusions, la droite ne pourrait plus aller à la pêche aux électeurs.

— Revue :

★ **L'Ecole et la Nation (n° 212)**
Une somme de renseignements, de faits, de réflexions et d'analyses précieuses sur un sujet à l'ordre du jour : le programme commun et l'Education nationale. L'avis et les propositions des communistes.

★ **Michel de Lombarès : L'affaire Dreyfus : la clé du mystère (Robert Laffont)**
Un morceau de bravoure policier qui entend régler son compte historique à un moment épineux de la IIIe République. Se méfier : l'énigme n'est pas aussi simple.

— Enfants :

★ **Joël Stain : L'oiseau et le marin (Le Sévené)**

★ **Arnold Lobel : Le magicien des couleurs (L'Ecole des loisirs)**

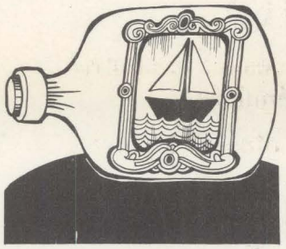
★ **José Aruego : Regarde ce que je sais faire (L'Ecole)**

★ **Claire Huchet-Kurt Wiese : Les cinq frères chinois (Le Sévené)**

★ **Qu'est-ce que cela signifie (L'Ecole des loisirs)**
Cinq livres pour les 6-12 ans qui sortent des ornières de la facilité et développent l'éveil dans la joie.

— Biographie :

★ **Henry Miller : Ma vie et moi (Stock)**
« L'homme que j'étais, je ne le suis plus ». Henry Miller s'impose un bilan, sans rendre le « moi » haïssable.



Expositions

★ **Grand Palais (Paris) : l'Ecole de Fontainebleau.**
Orfèvrerie, peintures, dessins, tapisseries, sculptures : au total, sept cents pièces pour découvrir un style somptueux celui qui fleurit à la cour des Valois. Un moment turbulent de la Renaissance française.

★ **Centre national d'Art contemporain (Paris) : Takis.**
Aimants et champs magnétiques à la rescousse de la sculpture.

★ **Galerie Marquet (Paris) : Folon**
Le résultat d'une double volonté : provoquer et dénoncer. Avec élégance et en couleur.

★ **Institut d'Etudes Slaves (Paris) : Ales et Milos Jiranek.**
Deux frères, leurs sculptures, leurs peintures et leurs dessins. Des artistes du « Printemps de Prague ».

★ **Bourges (Maison de la Culture) : « Lire ».**
Vitrines et loggias sur le livre. Lire c'est : apprendre, s'informer, se distraire, voyager, méditer, contempler, bricoler, discuter.



Disques

— Variétés :

★ **Bernard Haller : Et alors ! (Saravah 10032).**
Pour ceux qui n'ont pas vu le spectacle de la Michodière, la découverte sera surprenante. Humour cinglant et rire contagieux.

★ **Jean Ferrat : Mon Palais (Barclay 71 474 M)**
Les nouvelles chansons qui constituent l'ossature et donnent le ton de l'actuel spectacle au Palais des sports. Fraternité et militantisme. « La Boldochevique » est une belle réponse au secrétaire général de l'U.d.r., Alain Peyrefitte.

★ **Première partie du spectacle Jean Ferrat (Gérard Meys 30 009)**
Le spectacle conçu par Henri Gougaud, Guy Lauzin et Jacques Noël. Au programme : l'orchestre d'Alain Guoraguer, Les Troubadours et Francis Lemarque.

— Classique :

★ **Vivaldi : Concerti per due istrumenti e sinfornie per archi (Philips 6500 322).**
Un cadeau des « Musici » : ils présentent les mille et une facettes des concertos pour cordes de Vivaldi. Thèmes variés, formes changeantes : la légende de la monotonie et du savoir-faire tombe. La musique baroque était aussi une invention permanente.

★ **Liszt : Intégrale des poèmes symphoniques, par le London Philharmonic Orchestra (Philips - Coffret n° 6709 005).**
Les 13 poèmes symphoniques enfin réunis : un événement. Liszt cet inconnu : plus imitatif que descriptif, il essaie surtout de créer une ambiance, de reconstituer un climat. Le contraste devient la règle et le procédé de son art. Par-delà les réminiscences et les références, cette écriture musicale annonce déjà Schœnberg et Stravinsky. Baguette en main, Bernard Haitink en fait l'éclatante démonstration.



Théâtre

— Paris :

★ **Grand amphi de la Sorbonne : « Les Oresties » d'Eschyle, mise en scène par Ronconi.**
Le « prophète » italien qui fit trembler Baltard avec son « Orlando furioso », fait ressusciter pendant six heures les démons d'Eschyle. Résultat : un bric-à-brac de la tragédie au cœur d'un décor infernal.

★ **Espace Pierre Cardin : « Par-delà les marronniers », écrit et réalisé par J.M. Ribes.**
L'histoire et le suicide de trois « modèles » du surréalisme : Vaché, Rigaut et Cravan. Un spectacle fulgurant, créé l'été dernier au Festival du Marais.

— Banlieue :

★ **Vincennes (Cartoucherie) : « 1793 » par le Théâtre du Soleil.**
A quoi rêvent les Sans-culottes : beaucoup de pain et un peu plus de démocratie. La plus convaincante réalisation de la dernière saison théâtrale.

— Province :

★ **Caen : « Titus Andronicus », dans une mise en scène de M. Dubois.**
Une des meilleures pièces de Shakespeare. Hélas, jouée trop peu souvent.

— Enfants :

★ **Aubervilliers : « La planète bleue », de Jean-Claude Giraudon. Mise en scène de Bruno Castan.**
La quête du verbe être ou la lutte des classes racontée aux enfants.

★ **Créteil : « Les Indiens », mis en scène par Marc Dorn.**
L'Indien, c'est avant tout l'autre, l'étranger. En faire un spectacle, c'est battre en brèche les mythes de l'univers enfantin et lutter contre un certain racisme latent.

Music-hall

★ **Palais des Sports : Gala contre la peine de mort**
Un « plateau » éblouissant : Brassens, Léo Ferré, Reggiani, Johnny Hallyday, Nicoletta, Brialy, etc. (lundi 30, à 20 h 30).

★ **Olympia : Léo Ferré**
Cet « anar » qui brûle les planches... bizarrement dans la « boîte à Coquatrix » qu'il dénonçait naguère.



Cinéma

★ **Francis Coppola : Le Parrain.**
L'incroyable matraquage publicitaire accompagnant ce film pourrait donner envie, par simple réflexe de dignité, de fuir « Le Parrain ». Il ne mérite, en fait, ni excès d'honneur ni indignité. Ce n'est pas mal ficelé et, par moments — la mort du Parrain, par exemple — on sent que l'excellent ex-scénariste Coppola pourrait, sur un sujet personnel, s'affirmer comme un bon réalisateur. Ici, paralysé par le best-sellerisme et les prudences excessives — le film sur la Mafia reste à faire — il s'est perdu. Et c'est un égarement de trois interminables heures...

★ **Charles Walters : La belle de New York.**
Une reprise très attendue : le bon temps de Fred Astaire et de la comédie musicale.

★ **Nevers (Maison de la Culture) : Eloge du Cinéma (du 1er au 5 novembre)**
Un colloque national destiné à améliorer l'implantation des « circuits parallèles ».

Sommaire

4
Vietnam : 30 ans de guerre

7
Europe : L'heure des timidités

8
Chili : Allende tient bon
Un appel de Pablo Neruda

9
A contre-pied

10
Pollution : Une histoire saumâtre

11
Editorial : L'alouette et les serins
(Réponse à Peyrefitte)

12
C.n.p.f. : Le charme discret du patronat

Les patrons de certains patrons

Qui gouverne vraiment ?

14
Cinéma : Santiago sans violoncelles

Jazz : Mingus à belles dents

15
Théâtre : Le collectif Hugo

Télé-sélection

16
Livres : Blum et l'amour du plus lointain

18
Poésie : le contre-sépulcre

Notes de lecture

19
Le livre de la semaine : « Imaginez 3 500 000 adhérents... »

21
Document : Un Budget en trompe-l'œil, par André Boulloche

23
Mots croisés

Gastronomie

24
Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (page 10) Gamma (page 6) Keystone (pages 7, 12) Parimage (page 5) Sabadel Sullivan (page 5), (pages 6, 8, 21) Teich (page 9) U.p.i. (page 6) Vasco (pages 1, 13, 17, 18).

Courrier

Nos lecteurs et leur journal

L'appel que nous avons lancé la semaine dernière à nos lecteurs a déjà rencontré de nombreux échos qui nous ont permis d'ailleurs de constater, une fois de plus, l'attachement des lecteurs de « l'Unité » à leur journal.

Dans ce courrier, une seule fausse note. Elle émane de Patrick Gobaut, de Bois-Colombes, qui accumule contre « l'Unité » une telle somme de griefs qu'on est amené à se demander avec quels yeux il le lit. Il souhaite une réponse à sa lettre. Il la recevra.

D'autres lettres nous apportent, heureusement, quelques exemples de ce que font nos amis pour aider au développement de « l'Unité ».

Ainsi, celle de A. Crimet, secrétaire de la section socialiste de La Garenne-Colombes : « Je pense utile de te soumettre l'action menée à La Garenne pour la diffusion de notre hebdomadaire. Trop petite section (vingt cotisants) pour organiser une vente à la criée, nous avons fait porter notre effort vers nos adhérents : nous avons réalisé neuf abonnements et 12 numéros sont diffusés et vendus chaque semaine aux membres de notre section non abonnés.

Si cet effort était effectué par toutes les sections du Parti, je te laisse le soin d'apprécier à quel tirage nous pourrions monter. Cette méthode est applicable également dans les grosses sections, en désignant des responsables par secteur. Le second avantage, et non le moindre, est de faire lire la presse du Parti par tous les adhérents, ce qui semble être la moindre des choses pour militer. »

Ou encore celle de M. Arthur Martin, de Toulouse : « Abonné à « l'Unité », depuis quelques mois, je lis avec attention tous vos articles et ensuite je vais déposer notre journal socialiste dans la boîte aux lettres non d'un quelconque individu, mais choisie par moi. Il serait souhaitable que chaque abonné en fasse autant afin de faire connaître toute la vérité aux Français.

J'espère que nous resterons bien d'accord avec le Parti communiste et que le Parti socialiste aura beaucoup de suffrages aux élections législatives prochaines — et si tout va bien, on reverra notre sympathique Maurice Séveno à la télévision, et Robert Chapatte et Roger Couderc également. Espérons. »

Paul Cieutat, de la section de Chenove (Côte-d'Or), fait le bilan de la vente militante effectuée par cette section depuis le début de l'année : « Du numéro 4 au numéro 23, nous avons commandé 726 exemplaires de « l'Unité ». Nous avons connu des hauts et des bas et en avons tiré les leçons utiles. Nous repartons cette saison 72-73 avec une meilleure organisation (4 diffuseurs). Vous devriez attirer l'attention de tous sur l'importance de la vente militante au numéro. Certains camarades se retranchent derrière « leur » abonnement oubliant que, seules, certaines revues spécialisées peuvent se limiter à cette forme de diffusion ».

Littré à la rescousse

Pour changer de sujet, voici une lettre d'Etienne Weill-Raynal, pour qui le combat socialiste est inséparable de celui pour la défense de la langue française. « J'ai lu avec grand intérêt ton article de « l'Unité » du 20 octobre, où tu expliques comment le Parti socialiste exposera librement le programme commun « à sa manière ».

Je te félicite aussi d'avoir écrit « l'organisme triparti », et non pas tripartite, il serait souhaitable qu'à ton exemple le Parti écarte ce barbarisme. Il n'y a pas de doute qu'il faut écrire triparti. L'admirable dictionnaire Le Littré, au mot mi-parti, donne des exemples probants : non seulement du XIIe et du XVe siècles, où la langue française était pourtant plus proche du latin que la nôtre, mais de la période classique. Au début du XVIIe siècle, les Chambres de certains Parlements, comme celui de Toulouse, composées d'un nombre égal de juges catholiques et de juges protestants, ont été dénommées Chambres miparties ».

© Fondation Jean-Jaurès

30 ans de guerre

Les événements peuvent aller maintenant si vite au Vietnam qu'il est possible qu'à l'heure où ce numéro de « l'Unité » parviendra au lecteur, celui-ci se trouvera déjà informé du cessez-le-feu.

Depuis deux mois, on sentait que l'escalade de la paix était engagée. En réalité, les U.s.a. et le Nord-Vietnam souhaitaient en finir. Nous aurons l'occasion de revenir sur les raisons qui les ont enfin conduits à se mettre d'accord et qui ne sont pas toutes liées à l'élection américaine. Dans l'immédiat, on sait que le dernier obstacle s'appelle Thieu, le général-président du gouvernement de Saïgon, à qui est demandé de se sacrifier sur l'autel de la paix. Les femmes, les enfants, les hommes qui meurent encore dans ces jours d'attente sont ainsi les victimes — les dernières, espérons-le — d'une guerre qui débuta alors que l'Europe s'embrasait sous les coups du nazisme et qui, quels que soient les belligérants, était celle d'un peuple voulant, comme les autres, accéder à l'indépendance. C'est l'histoire de ce terrible combat que nous présentons aujourd'hui, dans sa sécheresse. Derrière, toute la misère humaine.

Auquel moment a commencé le conflit vietnamien ? On en discutera sans doute, encore qu'il soit communément admis que, depuis vingt-cinq ans, le Vietnam n'a pas connu la paix. En fait, il faut remonter un peu plus haut dans le temps pour avoir une idée complète de l'événement.

Juin 1940 : la France est battue. En Indochine, l'amiral Decoux rallie le gouvernement de Vichy, malgré les sollicitations de la France Libre et de Churchill. Il maintient sans difficulté majeure la « présence française ». Au cours de l'automne 1940, quelques soulèvements locaux sont facilement matés. Mais tout commence en Chine, sous la houlette d'un seigneur de la guerre du Kouomintang de Tchang Kaï-Chek, le général Chiang Fa-Kwei, qui accueille nationalistes et communistes indochinois et cherche à créer un Front de libération qui lutterait à la fois contre les Français et les Japonais.

En mai 1941 se tient en Chine nationaliste, à Chinghsi, un congrès organisé par les communistes indochinois avec la participation de plusieurs groupements nationalistes, la Ligue de la jeunesse révolutionnaire du Vietnam, le Parti nationaliste vietnamien, le Parti du nouveau Vietnam et le Salut national. A l'issue de ce congrès est créée la Ligue pour l'indépendance du Vietnam, la Vietnam Doc Lap Dong Minh Hoi. Cette Ligue sera connue plus tard sous le nom de Vietminh.

7 décembre 1941 : attaque de Pearl Harbor et entrée en guerre des Japonais. L'amiral Decoux est obligé de concéder des bases et des lignes de communication à l'armée de l'Empire du Soleil levant.

Le 4 octobre 1942, à Liou-Tcheou, nouvelle réunion des partis indochinois en exil, sous l'égide du Kuomintang. On y crée le Dong Minh Hoi, dans le but de diminuer l'influence communiste. La nouvelle organisation est dominée par le Parti nationaliste et dirigée par un général de l'armée chinoise d'origine vietnamienne, Nguyen Hai-Than. L'expérience échoue rapidement et, au début de 1943, le général Chiang Fa-Kwei se rabat sur la carte vietminh, tenue par le vieux leader communiste Nguyen Ai-Quoc, que Chiang Fa-Kwei va faire connaître habilement au gouvernement de Tchang Kaï-Chek sous un nouveau nom, celui de Ho Chi-Minh. En mars 1944 est constitué un gouvernement républicain provisoire du Vietnam, dans lequel, cependant, le Vietminh est minoritaire.

Les responsabilités françaises

Mais celui-ci, grâce à l'organisation communiste, se révèle le seul capable d'organiser la guerilla sur le territoire vietnamien. Ho Chi-Minh rejoint dans le maquis un jeune professeur d'Histoire, Vo Nguyen-Giap, qui lutte depuis 1942. Le 22 décembre 1944 naît l'Armée populaire vietnamienne. Le 9 mars 1945, les Japonais éliminent l'administration française et, dans le vide administratif ainsi créé, le Vietminh s'installe. Il reçoit l'essentiel des armes expédiées à la résistance par l'Office américain des services stratégiques et, après la capitulation japonaise du 15 août 1945, récupère une bonne partie de l'armement de l'armée vaincue.

La conférence de Potsdam avait décidé le partage, sur le 16e parallèle, de l'Indochine en deux zones d'occupation : au nord, les Chinois ; au sud, les Britanniques. Les premières unités alliées n'arriveront pas avant septembre 1945. Entre-temps, Japonais et Vietminh se sont mis facilement d'accord pour garder internées les troupes françaises. Le 7 août, Ho avait rompu avec le gouvernement républicain, resté en Chine nationaliste, en créant un Comité vietnamien de la libération du peuple, qui contrôlait tout le Nord-Vietnam lors de la capitulation japonaise, une semaine plus tard. Le 29 août, pour accueillir les nationalistes ramenés dans les fourgons de l'armée chinoise, est installé à Hanoï le gouvernement provisoire de la République démocratique du Vietnam, dont Ho Chi-Minh prend la présidence. Une tentative de création d'un gouvernement nationaliste à Hué, sous l'égide de Bao-Daï et des Japonais, a été balayée sans résistance réelle.

Le 2 septembre 1945, le gouvernement de Hanoï proclame l'indépendance. Il le fait très astucieusement avec la bénédiction de la mission américaine au Tonkin, ce qui va dédouaner Ho Chi-Minh et les communistes aux yeux de beaucoup de Vietnamiens.

Nouvelle difficulté pour Ho : les Chinois, de plus en plus nombreux, installent des administrations locales un peu partout, confiées aux partis nationalistes, qui se partagent les campagnes du Tonkin en créant de véritables Etats féodaux. Ho traite avec la Chine, garde le gouvernement central et, le 10 novembre 1945, dissout le Parti communiste indochinois. Il engage alors une lutte serrée avec les nationalistes. Le 22 décembre, il signe avec eux un accord garantissant au Parti nationaliste et au Dong Minh Ho (D.m.h.) 70 sièges à la future Assemblée nationale et 3 portefeuilles ministériels : une vice-présidence, la Santé publique et l'Economie.

L'échec de Fontainebleau

Les élections ont lieu le 6 février 1946 et sont proclamés élus 10 marxistes, 27 socialistes, 82 vietminhs, 15 démocrates, 22 D.m.h., 26 Vietnamiens nationalistes indépendants. Quinze jours plus tard, vietminhs et nationalistes se battent un peu partout au Tonkin. La neutralité chinoise permet au Vietminh de l'emporter. Et, le 2 mars 1946, alors qu'apparaissent dans le haut Tonkin les premiers détachements français libérés de Chine, un nouveau gouvernement provisoire est constitué. De mars à juillet, le Vietminh liquide les nationalistes par tous les moyens et transforme leurs partis en « compagnons de route », ouvrant les camps de concentration néces-



Le président Ho Chi-Minh peu avant sa mort.

saires pour isoler les opposants. Le 3 novembre 1946, un nouveau gouvernement Ho Chi-Minh, bien en main, est installé, qui restera en place jusqu'en 1955.

Pendant la même période, est posée la question des relations avec la France, qui a envoyé en Indochine le général Leclerc et des troupes. En mars-avril 1946, des accords franco-vietnamiens règlent les modalités de la présence militaire française sur le territoire de la R.d.v. Des négociations s'engagent à Fontainebleau sur le statut politique du pays. Elles échouent, sous la pression des ultras des deux camps — en particulier, du côté français, de l'amiral Thierry d'Argenlieu. Le 20 novembre 1946, l'artillerie française bombarde Haïphong, en réponse, dira-t-on, à de nombreuses agressions contre les Français.

Le 19 décembre, toutes les garnisons françaises sont attaquées et, après l'échec de l'offensive, le gouvernement quitte Hanoï pour les maquis. Un nouvel épisode de la lutte pour le pouvoir commence au Vietnam. La guerre contre la France durera jusqu'aux accords de Genève de 1954.

La contre-offensive des blindés de Leclerc permet le contrôle par les Français du delta tonkinois, du haut Tonkin et des villes frontières. Le gouvernement vietnamien se replie dans les régions de Tuyen-Quang, de Bac-Kan et de Thai-Nguyen.

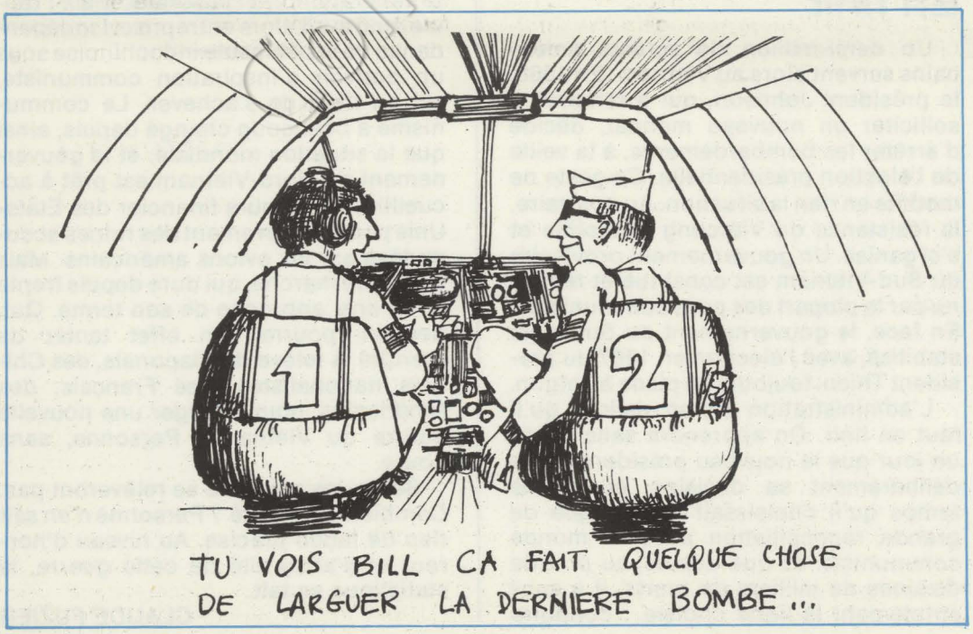
L'année 1947 est marquée par l'échec des négociations conduites par le Pr Mus, conseiller du haut-commissaire français, qui rencontre le 9 mai le socialiste Hoang Minh-Giam, ministre des Affaires étrangères de la R.d.v. et le 12 mai, Ho Chi-Minh lui-même. Ce dernier repousse les propositions françaises. « Si nous acceptions cela, dit-il, nous serions des lâches. Dans l'Union française, il n'y a pas de place pour les lâches. » A Paris, au cours du même mois de mai, le Parti communiste est exclu de la coalition gouvernementale.

La guerre prendra un cours nouveau à partir de 1950, avec la victoire des communistes chinois. Un traité mutuel de défense est signé entre la R.d.v. et Pékin, qui a reconnu le 15 janvier le gouvernement Ho Chi-Minh. Le 30, l'Union soviétique le reconnaît à son tour, suivie par les démocraties populaires. Le 28 mars, un fonds commun de 500 millions de dollars est mis à la disposition du Vietminh, pour son effort de guerre, par l'U.r.s.s. et les pays communistes. Un corps de bataille, les Forces principales (Chu Luc), a pu être constitué et il anéantit, avec une trentaine de bataillons, les troupes françaises stationnées sur la frontière chinoise (Cao-Bang, That-Khi et Langson).

Les années suivantes, le général Giap perfectionne l'outil militaire qu'il a créé. D'autre part, le pouvoir politique est réorganisé en mars 1951 par la création du Parti des travailleurs vietnamiens (Vietnam Dang Lao Dong), à l'image des partis « fusionnés » des démocraties populaires et remplaçant la Ligue vietminh. En 1953, pendant que la guerre soulève en France des oppositions de plus en plus vives, l'instrument est prêt. En 1954, il fera ses preuves en remportant la bataille de Dien-Bien-Phu. La France, battue, ne veut plus poursuivre la guerre. Des négociations, commencées par Georges Bidault et menées à bien par Pierre Mendès France, aboutissent en juillet aux accords de Genève, qui coupent « provisoirement » en deux le Vietnam. Le 10 octobre 1954, les dernières troupes françaises quittent Hanoï. Des élections libres doivent avoir lieu avant le 20 juillet 1956, dans les deux zones, pour la réunification du pays. Elles n'ont toujours pas eu lieu...

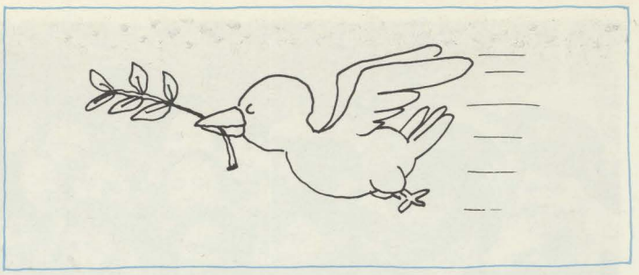
En reconnaissant l'existence d'un Sud-Vietnam, les accords de Genève avaient partiellement entériné une initiative française. La IVe République, qui avait refusé en 1946 l'indépendance à Ho Chi-Minh, avait, devant la poursuite de la guerre, tenté de créer un Etat vietnamien nationaliste pour lequel avait été récupéré l'ancien allié des Japonais, l'ex-empereur Bao-Daï. Une armée nationaliste avait été levée et le nouveau pouvoir s'était installé à Hué et à Saigon, s'appuyant sur les sectes religieuses, sur les catholiques et sur certaines minorités ethniques — les Thaï, notamment — qui avaient participé à la guerre du côté français.

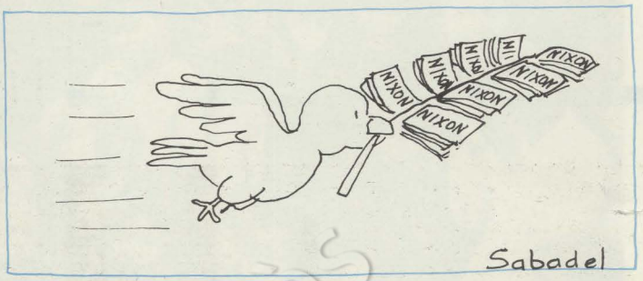
Lors du partage sur le 17e parallèle, d'importants transferts de population eurent lieu du Nord vers le Sud. En revanche, ils furent moins massifs dans le sens contraire, une grande partie des forces de l'ex-Vietminh se perdant dans la population sud-vietnamienne pour y engager la lutte politique.





Henry Kissinger.





Bao-Daï ne profita pas de la victoire du Nord. Le Sud, pris en main par la famille Diem, le mit à la retraite et, depuis, il dépense son immense fortune dans un exil doré. La République du Sud-Vietnam devint très vite une sorte de dictature policière, sous la houlette du président Diem.

Colonie des U.s.a.

Les Etats-Unis s'étaient refusés à intervenir dans la guerre tant qu'elle opposait la France et le Vietminh. Sollicité au moment de Dien-Bien-Phu au nom de la solidarité du « monde libre », le gouvernement américain, à peine sorti du guêpier coréen, déclina les propositions qui lui étaient faites. Il n'entérina pas non plus les accords de Genève. Mais la naissance et l'affirmation du Sud-Vietnam modifièrent progressivement son attitude.

Ce fut d'abord une ruée économique et financière. Le capital américain assura la relève du capital français. Le gouvernement Diem fut trop heureux de trouver à Washington des crédits et les moyens d'équiper son armée et sa police. Des conseillers américains, de spécialités diverses, suivirent.

Au début des années soixante, la situation était la suivante : le Sud-Vietnam était une colonie économique des Etats-Unis ; la répression politique avait permis aux partisans du Nord, organisés au sein du Vietcong, de commencer la guérilla dans plusieurs provinces : l'armée sud-vietnamienne, alors forte de 100 000 hommes, pratiquait des opérations de police de grande envergure.

A partir de 1961, l'intervention communiste s'accentue. Le Vietcong contrôle la frontière commune avec le Laos, par laquelle passent des renforts en hommes et en matériel. Les Etats-Unis portent l'armée du Sud, à la fin de 1969, à 500 000 hommes encadrés par 23 000 conseillers militaires américains. On estimait, à l'époque, les forces du Vietcong à 25 000 hommes ! Mais l'intervention directe paraît nécessaire : le moral du Sud est très bas. Depuis le coup d'Etat militaire qui a renversé en 1963 le régime Diem, avec la complicité de la C.i.a., c'est l'anarchie politique — sans que pour autant ait diminuée la corruption des mœurs. A partir de 1965, les troupes américaines débarquent à une cadence



Le président Thieu.

accélérée. En mars est créée la grande base de Da-Nang, qui permet la mise en service d'un pont aérien de Boeing 707 directement avec les Etats-Unis. La 7e flotte américaine, qui patrouille dans le golfe du Tonkin, participe à l'organisation d'une provocation en direction du Nord qui justifie, en février 1965, le premier raid de l'aviation américaine sur les villes de la République populaire.

En finir

Un demi-million de soldats américains servent alors au Vietnam. En 1968, le président Johnson, qui a renoncé à solliciter un nouveau mandat, décide d'arrêter les bombardements, à la veille de l'élection présidentielle. Ce geste ne modifie en rien la situation. Au contraire, la résistance du Vietcong s'amplifie et s'organise. Un gouvernement provisoire du Sud-Vietnam est constitué et reconnu par la plupart des pays communistes. En face, le gouvernement du Sud s'est stabilisé, avec l'élection en 1967 du président Thieu, toujours en place à Saïgon.

L'administration Nixon estime qu'il faut en finir. On apprendra sans doute un jour que le nouveau président a pris délibérément sa décision en même temps qu'il choisissait la politique de grande réconciliation avec le monde communiste. Et que depuis, au prix de dizaines de milliers de morts, il a suivi strictement la ligne choisie : conduire le gouvernement d'Hanoï à la cessation des hostilités en lui garantissant le succès politique, sous réserve que soit faite la démonstration que les Etats-Unis pourraient poursuivre la guerre au plus bas prix pour eux pendant des dizaines d'années encore.

Richard Nixon décide, coup sur coup, l'ouverture des négociations de Paris, utiles à bien des points de vue : par les contacts qu'elles permettent d'avoir, par la caution qu'elles donnent à l'adversaire, y compris du Sud, et par la tranquillité qu'elles apportent au gouvernement de Saïgon ; le retrait unilatéral des troupes américaines du territoire vietnamien, qui est maintenant totalement terminé ; la vietnamisation de la guerre, qui alimente le budget du Sud et apaise certaines inquiétudes nées à Saïgon. Il laisse les généraux attaquer au Laos la route Ho Chi-Minh et autorise l'invasion du Cambodge, faisant — sans qu'on sache si cela relevait d'un calcul volontaire — la démonstration que le Sud-Vietnam, sans l'appui militaire américain, n'existe pas.

La boucle est aujourd'hui bouclée. Les hommes réunis en mai 1941 à Chinghsi ont connu des fortunes personnelles diverses. Nguyen Ai-Quoc, alias Ho Chi-Minh, est mort, entouré de la vénération internationale. Mais l'œuvre qu'il avait alors entreprise, l'indépendance de la péninsule indochinoise sous un pouvoir d'inspiration communiste, est en train de s'achever. Le communisme a beaucoup changé depuis, ainsi que la situation mondiale, et le gouvernement du Nord-Vietnam est prêt à accueillir le concours financier des Etats-Unis pour le relèvement des ruines accumulées par les avions américains. Mais la longue marche, qui dure depuis trente et un ans, approche de son terme. Qui, demain, pourrait en effet tenter de prendre la relève des Japonais, des Chinois nationalistes, des Français, des Américains, pour engager une nouvelle guerre du Vietnam ? Personne, sans doute.

Seuls, les morts ne se relèveront pas. Combien ont-ils été ? Personne n'en sait rien de façon précise. Au niveau d'horreur et d'absurdité de cette guerre, la statistique se tait.

CLAUDE FUZIER

L'heure des timidités



Tout naturellement, les participants au sommet européen de Paris sont rentrés contents chez eux. C'est ce qu'ils ont dit publiquement. Mais les difficultés rencontrées lors de la rédaction du communiqué final tempèrent cet enthousiasme.

La lecture de la presse étrangère aussi. La plupart des quotidiens sociaux-démocrates allemands sont réservés et l'un d'entre eux, la « Stuttgarter Zeitung », écrit que « c'est la déception qui domine ». La presse anglaise conservatrice y voit de son côté un succès personnel d'Edward Heath et le « Sunday Telegraph » va jusqu'à parler de la fin « de la domination française ». En Hollande, on note que l'opposition entre les thèses française et néerlandaise n'est pas atténuée, bien au contraire. En Belgique, l'accent est mis sur le rôle d'Eyskens dans la découverte du compromis, ce qui laisse supposer qu'il en fallut un.

La presse américaine est partagée, mais sceptique. Quant aux premiers commentaires soviétiques, étant entendu que, depuis la déclaration Brejnev, le Marché commun n'est plus la bête noire, ils soulignent les contradictions entre les partenaires, tout en notant une tendance générale à la détente et à la coopération avec l'Est.

En France, la propagande officielle se résume ainsi : le sommet a été plus important que prévu. Jean-Philippe Lecat, porte-parole du gouvernement depuis que Léo Hamon a pris une retraite anticipée, en commentant le retard du communiqué final, s'est évertué à le montrer. Comme Georges Pompidou avait plusieurs fois affirmé qu'il convoquerait uniquement s'il avait l'assurance que le sommet servirait à quelque chose, il est permis de se demander alors ce qu'il en attendait réellement. Or le bilan est, en définitive, celui qu'on pouvait prévoir après la rencontre romaine des ministres des Finances et des Affaires étrangères. Rien de plus.

Le Fonds européen de coopération monétaire avait été prévu dès cette rencontre. Il rassemble des procédures déjà existantes, les coordonne et, de ce fait, leur donne incontestablement plus d'allure et plus de vigueur. Les principes retenus pour la réforme du système monétaire international ont déjà été évoqués lors de la rencontre de Londres, en juillet dernier. Les modalités de la lutte contre l'inflation, tâche prioritaire, sont renvoyées au conseil des ministres des 30 et 31 octobre prochains et il n'était pas besoin d'un sommet européen pour que cette question soit mise à l'ordre du jour.

Quelle union?

Le plus original tient, sans doute, à la création avant la fin de l'année 1973 d'un Fonds européen de développement régional. C'était la grande revendication britannique, qui bénéficiait du soutien italien. De ce point de vue, Heath peut être satisfait, et sa presse également. L'adhésion au Marché commun est ainsi récompensée sans tarder.

En revanche, la question de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel n'a pas été tranchée, malgré l'insistance néerlandaise. Le principe n'est pas contesté, mais l'application est renvoyée à une date indéterminée. La seule mesure susceptible de rendre à l'Europe un élan et un soutien populaire ne peut être retenue, parce qu'elle est devenue un des chevaux de bataille dans le conflit entre les partisans de la supranationalité et ceux de l'Europe des gouvernements. Quant à celle du secrétariat politique européen, chère à Pompidou, qui l'espère à Paris, elle reste en suspens.

En réalité, l'aspect le plus positif du sommet de Paris tient dans le fait que ce qui a été commencé sera poursuivi. La coopération économique, l'harmonisation sociale, la diminution des concurrences industrielles, autant de mesures techniques à incidences politiques qui ont été confirmées et qui recevront de nouveaux développements dans les mois à venir. Mais l'orientation politique générale de la construction européenne reste toujours aussi vague : aucun rapprochement de fond n'a été obtenu à l'issue de deux journées d'après-négociations et le compromis d'Eyskens se limite, en définitive, à avoir évité l'étalage des désaccords.

Le grand débat sur les pouvoirs de l'Europe est renvoyé à la Commission qui, avant le 1er mai 1973, aura à déposer un document sur la répartition des pouvoirs entre les institutions de la Communauté et celles des Etats membres. Faisons une « Union européenne », ont dit les Neuf et, aussitôt de retour à Copenhague, le nouveau Premier danois, Ansker Joergensen, a demandé qu'on lui précise ce que voulait dire le mot, qui lui paraît très proche de celui de « Communauté » actuellement utilisé. Qu'un participant à la conférence puisse se permettre, vingt-quatre heures après sa tenue, ce genre de naïveté volontaire en dit long sur l'imprécision des textes et l'indécision des esprits.

La volonté politique, sans laquelle l'Europe ne se fait pas, n'existe donc en réalité qu'à un degré très bas et la conférence de Paris a été le point de rencontre des circonspections plus que celui des initiatives. L'élan européen n'est toujours pas retrouvé, alors que tous les participants sont cependant conscients de la nécessité d'une coordination de plus en plus grande, alors que, par-dessus leur tête, le dialogue soviéto-américain prend une ampleur que la fin prévisible du conflit vietnamien ne pourra que renforcer. Ainsi, l'heure des bonnes intentions n'est encore que celle des timidités.

C.F.

Allende tient bon

De notre correspondante

Aveuglée par sa volonté d'abattre le gouvernement d'Unité populaire, la droite chilienne a, une fois encore, mal mesuré ses coups. Tout laisse penser que le sang-froid de Salvador Allende va lui permettre de surmonter la nouvelle épreuve de force qui lui a été imposée depuis deux semaines, la plus dure à laquelle il ait eu à faire face.

Tout a commencé le 9 octobre à l'aube, quand la Confédération des propriétaires de camions a décrété une grève illimitée sur la presque totalité du territoire pour des raisons prétendument syndicales, mais dont l'aspect politique faisait d'autant moins de doute que le fameux « plan Septembre », dénoncé par le gouvernement, prévoyait la paralysie des routes par les transporteurs.

A cette déclaration de guerre, le gouvernement a immédiatement répliqué en arrêtant quatre dirigeants des camionneurs pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Aussitôt, des accrochages se produisaient. Les syndicats patronaux du commerce et de l'industrie manifestaient leur solidarité avec les transporteurs, tandis que les « momios » (les conservateurs) du Barrio Alto, croyant arrivé le temps de la « résistance civile », se précipitaient dans les supermarchés



pour rafler le peu de marchandises qu'ils y avaient laissé.

Les 16 et 17 octobre, la grève s'étendait à de nombreux commerces, à une grande partie du personnel des banques, ainsi qu'aux médecins, aux avocats et même aux pilotes de la compagnie aérienne Lan Chile.

Mais, en même temps, des militants et sympathisants de l'Unité populaire prenaient la place des grévistes, si bien que les usines, les chemins de fer, les mines et la plupart des services publics continuaient à fonctionner à peu près normalement. La Confédération unique des travailleurs mettait en place des groupes de sécurité et de protection sur les lieux de travail et à tous les points névralgiques, manifestant ainsi qu'elle est un organisme puissant et discipliné, toujours prêt à la riposte.

Elément capital, l'Armée a parfaitement tenu le rôle de maintien de l'ordre que lui conférait l'état d'urgence déclaré dans 13 provinces. A Santiago même, le général Bravo Munoz a dirigé les opérations d'approvisionnement de la population et a assuré l'ordre public avec rigueur, mais sans brutalité, en même temps qu'il faisait respecter l'interdiction faite à la presse et à la radio de diffuser des fausses nouvelles et de « proférer des menaces et des injures ».

C'est ainsi que, dix jours après le début du mouvement, le climat a commencé à changer et que le président Allende pouvait déclarer samedi : « Nous ne sommes plus au bord de la guerre civile, parce que l'immense majorité a compris que l'action séditieuse d'un petit groupe pouvait être écrasée sans violence. »

Une sédition organisée

Le lendemain, dimanche, les évêques chiliens apportaient un sérieux appui au gouvernement en demandant aux petits commerçants de mettre fin à leur grève et à tous « d'éviter à tout prix une guerre civile aux conséquences imprévi-

Un appel de Pablo Neruda

Il y a quelques jours, lors de la venue des Ballets du Chili au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, Pablo Neruda, prix Nobel de littérature, ambassadeur du Chili en France, a fait une apparition brève, mais remarquée, à l'entracte du spectacle. Sa déclaration constitue un véritable appel à la solidarité et au soutien des progressistes français. Voici les passages les plus marquants de cette intervention.

Je vous salue ce soir avec fraternité.

Je suis très ému par la fête que mon pays vous offre ce soir. Mais je ne peux échapper à une certaine angoisse. Elle m'est causée par l'acte de piraterie que commet la compagnie américaine Kennecott en voulant empêcher le débarquement du métal, du chargement de cuivre en provenance de mon pays. Et bien, vous connaissez cette longue histoire du néo-colonialisme, ces grandes compagnies du pétrole ou du cuivre qui sont étrangères au Chili, qui bâtissent à New York des bâtiments d'une centaine d'étages et qui laissent des trous énormes dans les pays de leur conquête, dans ces pays qu'on appelle sous-développés et dont certains se trouvent dans le continent latino-américain.

Je ne vous apprendrai rien sur ces méthodes, mais je voudrais vous dire — parce qu'il faut que vous le sachiez — que, pendant des années et des années, les deux compagnies Anaconda et Kennecott ont tiré de mon pays un profit d'un million et demi de dollars par jour. Et pendant ce temps la vie de mon pays a été difficile, très difficile : nous n'avons pas assez d'hôpitaux, d'écoles, de chemins de fer, de routes ; de tout ce dont on a besoin pour la dignité et la création humaine. Et voilà maintenant que ces pirates osent intervenir en France pour empêcher la vente de notre cuivre ! Pour empêcher le libre exercice de notre souveraineté !

Chers amis, vous qui connaissez une partie de notre combat, je voudrais vous dire simplement que nous luttons avec toute notre force, avec notre tendresse, avec la beauté que vous avez vue dans nos ballets, avec la couleur, avec la magie, avec le mystère, avec la musique, avec la poésie. Et vous devez savoir que nous sommes disposés à la grande bataille.

Il n'y a pas un seul Chilien dans mon pays qui ne soit conscient de l'énorme violence avec laquelle on nous attaque. Mais sachez que nous répondrons sur tous les terrains « jusqu'à la dernière goutte de sang », comme l'a dit le président Allende.

Je vous salue fraternellement et je vous dis au revoir. Je vous dis au revoir en français...

Je suis l'ambassadeur du Chili en France. Mon nom est Pablo Neruda. »

A contre-pied



sibles ». Du coup, une partie des démocrates chrétiens ont commencé à flancher et la journée de protestation silencieuse organisée mardi a été un fiasco total pour les opposants.

Ceux-ci n'ont donc pas atteint leur but, qui était d'obliger le gouvernement à revenir sur un certain nombre de nationalisations. Mais ils ne désarment pas pour autant. Les événements des derniers jours ont confirmé que la sédition est organisée : la droite s'est préparée depuis le début de 1972, mobilisant et instruisant ses effectifs sans rien laisser au hasard. Il existe, par exemple, un groupement de femmes fanatisées, dénommé « Poder femenino », dont tous les membres savent exactement ce qu'elles auront à faire dans telle ou telle circonstance. Les adeptes versent des cotisations élevées, reçoivent un numéro d'immatriculation, des consignes, des codes. En un mot, il s'agit d'un réseau de « résistance » organisé, les femmes des beaux quartiers constituant la base de l'opposition de droite.

Si l'on ajoute que cette opposition a de l'argent et qu'elle dispose de la collaboration très énergique de la C.i.a. et autres organismes américains plus ou moins secrets, on peut imaginer que d'autres affrontements se produiront d'ici les élections législatives de mars.

Mais la preuve vient d'être faite à nouveau que l'Unité populaire, malgré ses faiblesses d'organisation, tient toujours de fortes cartes en main. La solidarité internationale qui s'est manifestée à propos de l'affaire du cuivre en est une. Au plus fort de la tension, par exemple, les militants de gauche ont particulièrement apprécié l'interview de François Mitterrand publiée par le quotidien « Puro Chile » et qui se terminait par ces mots : « L'expérience chilienne est l'alliance de la révolution économique et de la liberté politique. C'est une situation trop rare pour que nous ne nous mobilisions pas afin de la préserver. »

JACQUELINE SORRET

Feux d'automne

Une nouvelle boîte de nuit, le Brummel's, vient de brûler à Nice. Il n'a pas fallu moins de 10 incendies et attentats en un an pour que la police locale se décide à déclarer aux journalistes qu'il pourrait s'agir d'un racket. La réalité est plus complexe : deux bandes de racketteurs s'affrontent à Nice, surnommées « les Corses » et « les Pieds noirs ». Trois boîtes de « Corses » ont brûlé cet été. Une de « Pieds noirs ». Quant aux autres, ce sont simplement des gens qui oubliaient de payer ces messieurs. Donnons le tarif : pour une boîte de nuit, 25 % de son chiffre d'affaires hebdomadaire.

Toujours le rackett

Dans son rapport sur l'hypothèse d'un attentat à Saint-Laurent-du-Pont, le commissaire Pierre Cohet cite deux noms : Gavin Coppolani et Louis Andreucci, caïd grenoblois et membre du Sac. Gavin Coppolani a beaucoup de relations à Nice et y séjourne souvent. Et si les hommes du racket de Grenoble et Lyon, ces professionnels des maisons de passe bien vus par une certaine police, régnaient en fait sur tout le Sud-Est de la France ?

Paquet en souffrance

Aimé Paquet, député R.i. de l'Isère, n'est pas content du tout. Sa note confidentielle de mars 1972 destinée à Raymond Marcellin, sur l'hypothèse d'un attentat du racket au « 5-7 », est parue dans la presse. Elle confirme tout ce que nous avions pu écrire sur le petit monde de la politique et du milieu grenoblois. Aimé Paquet pourrait-il cependant répondre à la question : depuis quand un député de la majorité a-t-il le droit de voir un dossier en cours d'instruction ? Cela donnerait plus de poids à son accusation envers les journalistes de réaliser une opération politique sur l'hypothèse d'un attentat.

Marcellin et les maires

Jacques Carat, sénateur-maire de Cachan, a déposé le 5 octobre au Sénat une proposition de loi tendant à instituer une indemnité de fonction pour les maires et adjoints et à créer une Caisse nationale de retraite des élus locaux.

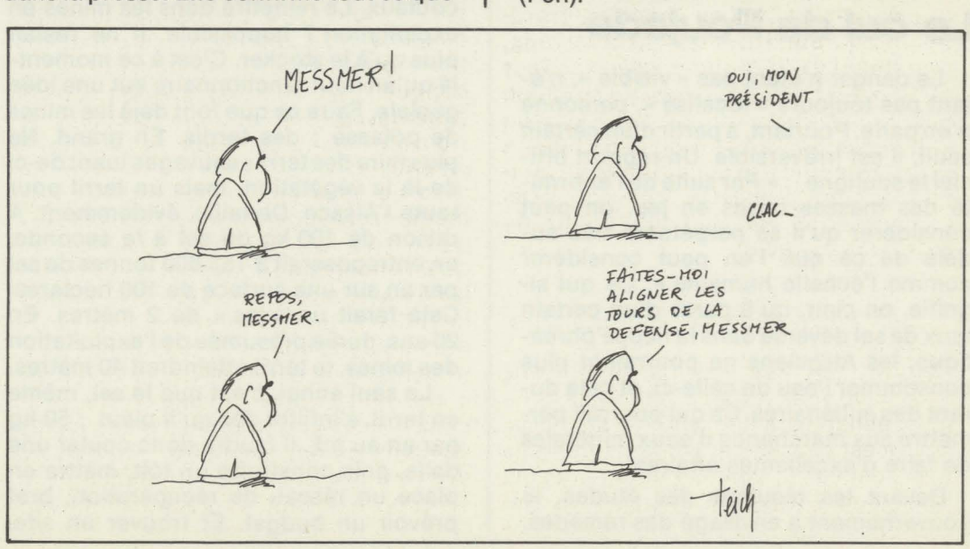
Quinze jours après le dépôt de ce texte, et par ce qu'on pourrait appeler une coïncidence heureuse, Raymond Marcellin a annoncé à une délégation de maires gaullistes que le gouvernement allait relever par décret l'indemnité des maires et déposer un projet de loi concernant leur retraite.

Comme par hasard !

Pour l'Indochine

Les 48 organisations françaises de gauche, qui luttent en commun contre la guerre d'Indochine, tiendront un meeting de solidarité avec les peuples d'Indochine, lundi prochain 30 octobre, à 20 h 30, au Palais de la Mutualité.

Prendront notamment la parole, André Souquières (Mouvement de la Paix), Jacques Duclos (P.c.), Georges Sarre (P.s.), Edmond Maire (C.f.d.t.), Jean Schaeffer (C.g.t.) et Louis Astre (Fen).



Une histoire saumâtre

Inutile d'inviter Robert Poujade en Alsace : il y a fort à parier qu'il refusera de faire le voyage. Lors d'une récente « tournée » alsacienne, faite — murmure-t-on — pour épauler un énarque candidat à l'investiture U.d.r., il a expliqué aux élus locaux qu'il « tenait » la solution d'une bonne partie de la pollution du Rhin : celle causée par le sel. L'ennui, c'est que sa « solution » a été repoussée. Elle était aussi dangereuse que le mal qu'il voulait soigner.

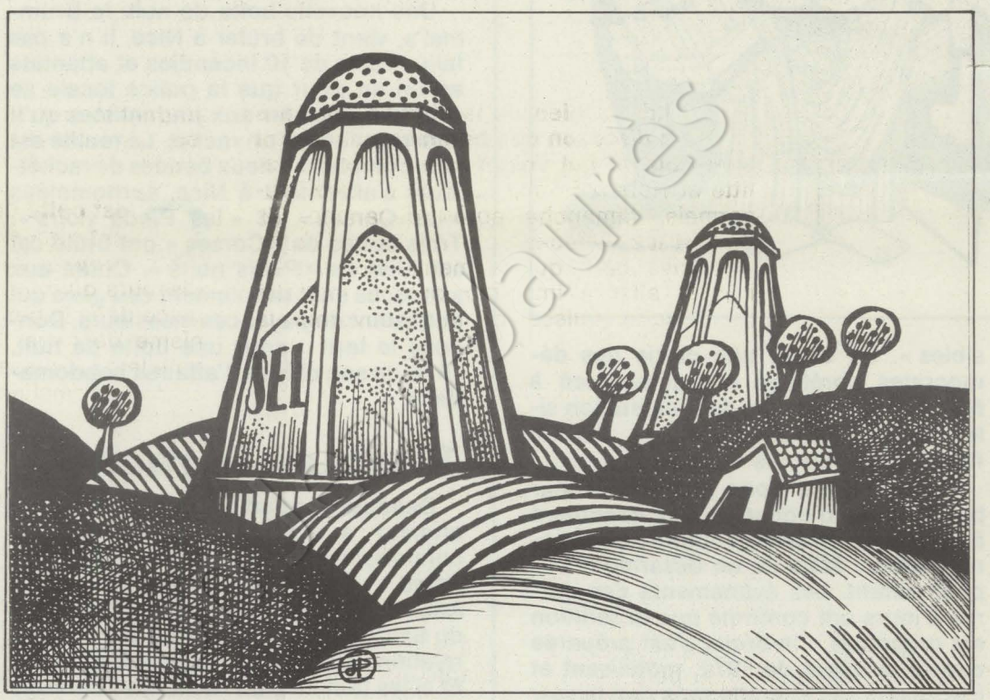
Le problème est réel : les mines de potasse d'Alsace déversent dans le Rhin ou dans ses affluents près de 7 millions de tonnes de sel par an. Elles sont responsables de près de 40 % de la pollution du fleuve par les chlorures. Les Hollandais qui utilisent cette eau protestent depuis des années. Alors, suivant un scénario digne de Courteline, le gouvernement français a décidé d'étudier la question, puis de prendre des mesures.

L'étude donne des frissons : le sel n'accepte pas de suivre tout bonnement le lit du Rhin. Il s'infiltre peu à peu dans la nappe phréatique d'Alsace, la contamine. D'ores et déjà, cette nappe qui est une richesse inestimable — elle fournit 80 % de l'eau potable consommée en Alsace, soit 100 millions de m3 — est atteinte. A Colmar, par exemple, de 1950 à 1970, la teneur en sel de l'eau a été multipliée par trois. A tel point que le réseau de distribution a été sérieusement atteint par la corrosion et que l'eau exige un traitement spécial. Les spécialistes estiment qu'au total, les rivières qui traversent la plaine d'Alsace charrient déjà 100 000 tonnes de sel par an.

Le oui de Poujade

Le danger n'étant pas « visible », n'étant pas toujours « localisé », personne n'en parle. Pourtant, à partir d'un certain seuil, il est irréversible. Un rapport officiel le souligne : « Par suite de l'énormité des masses mises en jeu, on peut considérer qu'il se perpétuera très au-delà de ce que l'on peut considérer comme l'échelle humaine ». Ce qui signifie, en clair, qu'à partir d'un certain taux de sel déversé dans la nappe phréatique, les Alsaciens ne pourraient plus consommer l'eau de celle-ci, et cela durant des millénaires. Ce qui pourrait permettre aux marchands d'eaux minérales de faire d'excellentes affaires.

Devant les résultats des études, le gouvernement a envisagé des remèdes.



Le premier, c'est de vendre le sel. Comme les salines privées placent le leur, qu'il n'est pas question de leur faire de la peine et que la consommation des ménages est faible, pas question de vendre à des particuliers. Les industriels — sidérurgie ou soudière — ont trouvé que le sel des mines de potasse était trop cher. Reste la vente aux Ponts et Chaussées pour le déneigement des routes. Au maximum, 800 000 tonnes les bonnes années. Une goutte d'eau.

Transporter ce sel par bateaux jusqu'à la mer ? Trop cher. Par pipeline ? Trop coûteux. Le remettre dans les mines en exploitation ? Impossible. Il ne restait plus qu'à le stocker. C'est à ce moment-là qu'un haut fonctionnaire eut une idée géniale. Faire ce que font déjà les mines de potasse : des terrils. En grand. Ne plus faire des terrils sauvages tuant de-ci de-là la végétation, mais un terril pour toute l'Alsace. De taille, évidemment. A raison de 100 kg de sel à la seconde, on entreposerait 3 153 600 tonnes de sel par an sur une surface de 100 hectares. Cela ferait un « tas » de 2 mètres. En 20 ans, durée présumée de l'exploitation des mines, le terril atteindrait 40 mètres.

Le seul ennui, c'est que le sel, même en terril, s'infiltre dès qu'il pleut : 50 kg par an au m2. Il faudra donc couler une dalle, puis construire un toit, mettre en place un réseau de récupération, bref prévoir un budget. Et trouver un site.

C'est là que l'on retrouve le ministre de l'Environnement. Pris entre la protection de l'eau, des arbres, des gens, de l'air et de son image de marque, il a dit oui au terril et oui au premier site proposé. Le seul ennui, c'est que ce n'est pas ce site qui sera choisi.

Car, sous la pression des Hollandais, le « terril » verra le jour. N'importe où. Les Allemands en paieront une partie, car, si la France pollue moins, ils pourront continuer à le faire.

De réunion d'experts en conseil interministériel, le choix semble arrêté : l'île de Fessenheim. Il y a déjà une centrale électrique, on y construit une centrale nucléaire, alors pourquoi pas un terril ? Le sous-sol y est assez solide pour que le poids de l'ouvrage ne le fasse pas céder. Et s'il y a des fuites, elles se perdront dans le Rhin. Les Allemands ont refusé : c'est trop près de chez eux. Mais on espère les convaincre, moyennant une diminution de leur participation financière. C'est ce qu'ont tenté de faire, mercredi et jeudi, les représentants français à la Commission internationale pour la protection du Rhin.

Et dans 20 ans, lorsque les mines de potasse auront fermé, on pourra commencer le destockage, c'est-à-dire jeter dans les eaux du Rhin le sel que l'on aura jusque-là conservé...

GUY PERRIMOND

L'alouette et les serins

L'U.d.r. a bien de la chance. Elle a à sa direction des hommes qui savent tout et qui voient loin. Alain Peyrefitte et Robert Boulin sont de ceux-là. Désormais, dimanche après dimanche, ils battent les estrades pour avertir le peuple du grave péril qui le menacerait s'il se laissait aller à imaginer qu'une majorité de gauche puisse demain gouverner la France.

C'est aux militants gaullistes du Lot-et-Garonne et, à travers eux, au pays tout entier que le ministre Boulin vient de faire part d'une exceptionnelle découverte : « Pour avoir étudié, en tant que responsable des investitures de la majorité, les 470 circonscriptions métropolitaines, je puis vous affirmer que les communistes vont doubler le nombre de leurs sièges ».

Grâces soient rendues à ce stratège calculateur pour cette stupéfiante nouvelle, d'où il tire évidemment la conclusion que les communistes « ne feront qu'une bouchée du Parti socialiste ». C.q.f.d.

Faut-il tant de science pour aboutir à ce calcul, ou Boulin se moque-t-il tout simplement de ses auditeurs ? Le Parti communiste va doubler le nombre de ses sièges ? La belle affaire ! Les députés communistes, qui sont aujourd'hui 33, étaient 72 en 1967, soit plus du double. A l'époque, Boulin, déjà ministre de Pompidou, n'avait pas paru s'en effrayer.

Car dans le même temps la F.g.d.s., réduite en 1968 à 55 élus, en comptait 116. Si l'on se place dans l'hypothèse de Boulin, c'est-à-dire le retour des communistes à leur situation de 1967, il n'y a aucune raison de penser que la progression des sièges socialistes et radicaux de gauche ne serait pas du même ordre. C'est d'ailleurs ce qu'indiquent les calculs établis aussi bien par les services du ministère de l'Intérieur que par ceux de Matignon et de l'Elysée. Boulin les connaît parfaitement bien, mais se garde d'en faire état, car tout son raisonnement s'en trouverait d'un seul coup anéanti. Il résulte, en effet, clairement de ces chiffres que le Parti socialiste serait en position d'être tout autre chose que cette malheureuse alouette dont les « penseurs » de l'U.d.r. prétendent tenir pour acquis qu'elle sera dévorée — ou plumée — par le cheval communiste.

C'est cette dernière image, déjà pourtant bien éculée, qu'Alain Peyrefitte a repris dimanche dans un étonnant discours qui mériterait de figurer en bonne place dans le petit manuel de l'anticommunisme de papa. L'Histoire — pour autant qu'elle s'intéresse à lui — dira comment cet ancien normalien, qui se flattait naguère d'être ouvert à tous les débats, a pu devenir le porte-parole d'une propagande totalitaire qui fait mine de prendre Paris pour Prague et en tire argument pour rejeter le principe de l'alternance au pouvoir. Est-ce au Chili, où il a passé trois jours, que Peyrefitte a appris que la droite n'accepte jamais les règles de la démocratie quand elles ne lui sont pas favorables ? Il est bon, en tout cas, que Gaston Defferre lui ait rappelé cette vérité historique : « Quand les socialistes et les communistes ont été ensemble au gouvernement dans les pays de l'Europe de l'Ouest, jamais les communistes ne se sont emparés du pouvoir. Cela est vrai en France, en Italie, en Belgique et même en Finlande, pourtant voisine de l'Union soviétique. »

Au cours de sa carrière, qui subit d'ailleurs une éclipse après Mai 1968, Peyrefitte s'est déjà beaucoup trompé. En développant aujourd'hui des analyses aussi grossières, il prend le risque de servir ceux qu'il voudrait combattre. Tout indique d'ailleurs en dépit du « matraquage » des moyens d'information officiels, que les Français ne se font pas la même idée que lui de ce que représente le Parti socialiste. Que celui-ci, d'après le dernier sondage Sofres-« Figaro », obtienne la meilleure cote de toutes les formations politiques, que son Premier secrétaire, au même sondage, demeure — et de loin — en tête de toutes les personnalités de l'opposition et devance largement le Premier ministre lui-même, n'est-ce pas la meilleure démonstration que les arguments de Boulin, Peyrefitte et consorts n'ont guère de prise sur les Français ? A force de rabâcher la rengaine de l'alouette, ils prennent le chemin de passer bientôt pour des serins.

CLAUDE ESTIER

Le charme discret du patronat

L'un des charmes du patronat réside dans ce simple axiome : le nom de son futur président est connu trois mois avant son « élection » par l'assemblée générale. 1972 ne déroge pas à la règle. En janvier prochain, les patrons éliront donc à leur tête François Ceyrac : c'est confirmé depuis les assises de Marseille, mardi et mercredi derniers.

Ce Corrézien de 60 ans est un homme de l'appareil du Conseil national du patronat français. Né dans le sérail, il en connaît les détours. D'ailleurs, en fait, il ne dirige une entreprise que depuis cinq ans. Jeune diplômé de sciences politiques, il entre en 1936 à l'Union des industries métallurgiques et minières. Et s'y occupe déjà de problèmes sociaux. Avant de devenir secrétaire général, puis président de la Commission sociale du patronat. Enfin, en 1968, vice-président du C.n.p.f. Sa popularité au patronat date de 1968 et des négociations de Grenelle, où il a sauvé ce qui pouvait l'être. Après son passage à Armes égales, face à Georges Séguy, les Français ont mis un visage derrière les initiales un peu mystérieuses et mythiques du C.n.p.f. : le sien.

Cette élection, ce technicien du « social » la doit certes à ses qualités personnelles, à son sens des relations publiques, à sa réputation de bon négociateur. Mais surtout aux divisions du C.n.p.f. Dans un premier temps, Paul Huvelin, le président sortant, souhaitait laisser son poste à Louis Devaux. Il l'intronise en le chargeant d'organiser les assises de Marseille sur le thème « La croissance, les entreprises et les hommes ». Un excellent marchepied pour Louis Devaux. Le postulant prépare ses assises, fait un « tour de France des patrons ». Pour constater que les puissantes associations patronales régionales lui sont hostiles.

Guerre sociale et froide

Fin septembre, Louis Devaux retire sa candidature. Dans les bureaux discrets et fonctionnels de l'avenue Pierre-1er-de-Serbie, les intrigues alors se déchaînent. Le patronat traditionnaliste a aussi son candidat, Pierre de Calan. On discute, on ergote, on règle des comptes, on ressort les cadavres des placards. Sur fond de moquette feutrée. Puis il faut se ranger à la raison. Paul Huvelin, qui connaît bien son monde, a gardé une carte maîtresse : François Ceyrac, seul capable de faire l'unanimité. Et Dieu sait si, au patronat, on goûte l'unanimité en année électorale. Il ne faudrait quand même pas que des journalistes malicieux et bien informés viennent détruire son image de marque.

Le lundi 2 octobre, les 35 membres du conseil exécutif du C.n.p.f. assurent l'unanimité à la candidature Ceyrac. Même Pierre de Calan s'y est rallié. En échange d'une vice-présidence. Reste une question : quels seront les autres vice-présidents ? François Ceyrac devra doser avec talent son équipe. Pour l'aile dite des grands monopoles, ce sera probablement Ambroise Roux de la C.g.e. et Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie (ex-

Les patrons de certains patrons

Louis Devaux. Pierre de Calan. Ces deux hommes, les hommes qui les soutiennent au C.n.p.f. quand leur candidature est posée, sont le signe que le patronat n'est pas un bloc monolithique. Qu'il est partagé en différents groupes ou écoles de pensée. Traçons donc le profil de ces deux hommes qui, s'ils ne seront, ni l'un ni l'autre, le patron des patrons, sont au moins le patron de certains patrons.

Pierre de Calan a 62 ans, c'est le P.d.g. de la Société française des constructions Babcock-Atlantique, l'administrateur de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et des Editions Montsouris.

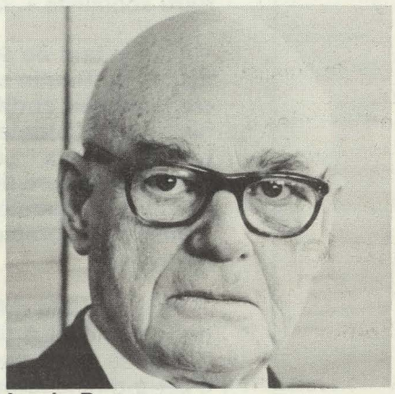
Ancien inspecteur des Finances, il passe successivement de l'administration publique à la défense du « lobby patronal » du coton, puis à l'industrie privée. Ce gentilhomme breton — son nom exact est Pierre de La Lande de Calan, marié avec Mlle Lambert de Frondeville — est un chantre du libéralisme économique. Il a publié deux livres au titre évocateur : « Renaissance des libertés économiques et sociales » et « La liberté sociale et économique ».

Homme de droite, pour ne pas dire plus, il reproche à l'Etat de se mêler des affaires économiques, et au C.n.p.f. « de coucher avec l'Etat ».

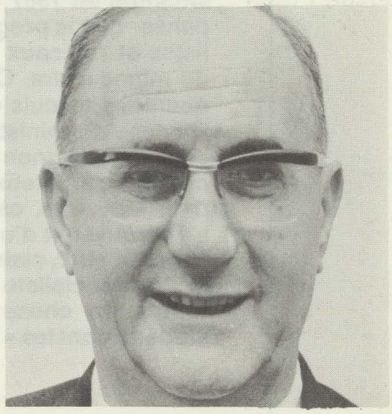
Pierre de Calan a un hobby : la littérature. C'est du moins lui qui l'affirme. Il a écrit des contes : « Les cousins vraisemblables » et une pièce en trois actes au titre ambitieux, « Les écrivains », en collaboration avec l'écrivain de droite Michel de Saint-Pierre.

Louis Devaux est un ancien des H.e.c. Ce n'est pas, lui, un patron de droit divin. P.d.g. de Cartier Inc. en France, puis aux Etats-Unis, P.d.g. ensuite de Shell-Berre, il est aujourd'hui vice-président de Le Nickel-Pennaroya. Pour certains patrons aux yeux de qui la moindre idée originale sent le soufre, il est un homme de gauche. Ce qui est faux. Plutôt, un humaniste chrétien : il a le souci primordial des relations humaines dans l'entreprise. Ce catholique était aussi l'ami de Theilhard de Chardin.

Amélioration des relations humaines dans le travail, adaptation de l'industrie française aux réalités du capitalisme international — c'est un des rares patrons français qui a travaillé aux Etats-Unis... C'était déjà trop demander au C.n.p.f. C'est là que réside l'échec de Louis Devaux.



Louis Devaux.



Pierre de Calan.



François Ceyrac. **Paul Huvelin.**

Comité des Forges). Pour le patronat dit moderniste, ce serait François Dalle, P.d.g. de l'Oréal, appuyé par Entreprise et Progrès, et par le Centre des jeunes dirigeants (ex-Jeunes patrons).

L'échec de l'intégriste Pierre de Calan ou de Louis Devaux et l'opposition de leurs personnalités (*voir notre encadré*) prouvent que le patronat, depuis 1972, goûte surtout les arcanes de la voie moyenne et les prudences du juste milieu. Le C.n.p.f. change. Lentement, certes. Mais le temps n'est plus où les patrons accueillant les syndicalistes dans leurs locaux voyaient Eugène Descamps repousser avec dédain le paquet de cigarettes que lui offrait l'ennemi de classe. L'anecdote remonte à 1966. C'était il y a six ans. Aujourd'hui, les ennemis de classe discutent, se rencontrent souvent et négocient parfois. Quand Jacques Delors régnait sur la politique sociale du gouvernement Chaban-Delmas, François Ceyrac tenait là un bon partenaire.

Une lettre stupéfiante

Chrétien traditionnaliste, homme de droite, mais adepte de la négociation et de la concertation, François Ceyrac est à l'image du patronat 72, il préfère la paix sociale à la crise, la discussion à la grève dure. Ce qui explique que le patronat paraisse un jour libéral dans ses déclarations et, le lendemain, fait parvenir à ses membres des notes confidentielles définissant les dispositifs para-policiers à mettre en place en cas de crise. Dans la meilleure tradition de la guerre sociale froide. Cela explique aussi que les patrons puissent, dans un sondage, se déclarer 50 % très favorables à la concertation et n'être aussi que 30 % à affirmer qu'ils sont « très favorables » à l'élimination progressive en 10 ans du travail à la chaîne.

Politiquement, un homme qui le connaît bien définit ainsi François Ceyrac : « Il est foncièrement de droite. Mais d'une droite plus intelligente qui comprend les problèmes sociaux. Il rêve d'un gouvernement qui réconcilierait le centre, les giscardiens et des membres de l'U.d.r. avec le zeste nécessaire de réformateurs. Nombreux sont les patrons qui sont fatigués d'être mariés avec l'U.d.r. ». Dans les milieux bien informés, on murmure que le patronat est prêt à larguer l'U.d.r. Pour pousser en avant une équipe d'hommes plus européens — ce qui ne les empêche pas, loin de là, d'être atlantistes.

D'autant plus que François Ceyrac a les gestes qu'il faut. Le 22 septembre, il faisait parvenir sous sa signature une lettre instructive à ses adhérents. Il recommandait aux chefs d'entreprise de porter « leurs offres d'emploi de tous niveaux et de toutes qualifications à l'Agence nationale pour l'emploi... Nous vous demandons très instamment de faire un effort tout particulier dans ce domaine jusqu'au printemps 1973 ». Il ajoutait : « Il faut que la montée des demandes soit équilibrée, et au-delà, par la montée des offres. Sinon, la majorité des gens, sensibilisés à l'excès, sera persuadée d'ici peu que la situation de l'emploi est dangereusement dégradée : ceci peut peser lourd au moment où elle devra faire certains choix ». En clair, au moment des élections législatives. Lettre stupéfiante. A la lire, on découvre que le patronat n'hésite pas à gonfler artificiellement le chiffre des offres d'emploi pour que les Français ne connaissent surtout pas la réalité du chômage.

Le temps n'est plus où 200 familles semblaient régner sur la politique française. Le patronat a découvert les charmes de la discrétion. Ce n'est pas pour autant qu'il agit moins dans les dessous de la politique française. Surtout que la perspective d'une éventuelle victoire de l'unité de la gauche ne le satisfait en rien. Les nationalisations : voilà l'ennemi.

Une année électorale aussi importante que 1936 selon le C.n.p.f., la nécessité pour lui de préserver la paix sociale, la division en tendances diverses : le patronat avait vraiment besoin d'un bon négociateur ! François Ceyrac sera-t-il à la hauteur de la situation ? Premiers éléments de réponse : après les législatives.

NICOLAS BRIMO

Qui gouverne vraiment ?

Il y a en France quelque 25 000 entreprises qui emploient plus de 49 employés. Donc 25 000 patrons. Mais qui gouverne le patronat ? Comment est nommé son président ? L'expliquer, c'est déjà une illustration parfaite de la conception de la démocratie du C.n.p.f.

Entre l'entreprise et le président, six échelons : le syndicat professionnel local, le syndicat national, l'union professionnelle, l'assemblée générale, l'assemblée permanente, le conseil exécutif, et enfin le président. Théoriquement, la démocratie, au C.n.p.f., irait donc de bas en haut.

En fait, le pouvoir y est détenu par quelques féodalités. L'assemblée générale comprend 530 délégués représentant les organisations adhérentes les plus importantes. Et cinq personnalités du conseil exécutif désignées par le président en titre. Au-dessus, l'assemblée permanente, qui compte 210 délégués désignés parmi les membres de l'assemblée générale. Et les cinq personnalités, toujours les mêmes, désignées par le président. Enfin, le conseil exécutif, qui détient la réalité du pouvoir, est composé de 30 membres élus sur proposition du président — là est l'astuce — et des cinq personnalités, encore les mêmes.

Ce système subtil et quelque peu compliqué permet aux féodaux et aux gros du patronat d'y faire régner leur loi. Et assure au président une unanimité de bon aloi.

Santiago sans violoncelles

Un militant communiste et son fils gauchiste, un intellectuel chilien retour de Cuba, une jeune Américaine désertant le Peace Corps, un envoyé très spécial de la C.i.a., un prêtre révolutionnaire assassiné... Autant de héros possibles pour un quelconque « Notre agent à Santiago ». L'œuvre collective américano-chilienne « Que hacer ? » (« Que faire ? »), menée par Saul Landau, Nina Serrano et Raul Ruiz, c'est justement tout le contraire : le refus du spectaculaire. Dans ce film qui décrit le Chili à la veille de l'élection de Salvador Allende, ce refus va si loin, ainsi, qu'il n'utilise qu'en arrière-fond des premières scènes l'immense fleuve populaire qui envahit les places en scandant le nom du leader socialiste.

Non que la grande bataille politique de l'automne 1970 au Chili soit jamais absente : elle donne tout son sens à « Que hacer ? », sans quoi l'anecdote seule resterait faible et les discussions politiques bien académiques. Dans un film qui a voulu juxtaposer documentaire et fiction, le documentaire est remarquable. Mais la fiction elle-même s'alimente des réalités du Chili 1970 et de la vraisemblance de personnages suffisamment divers pour que, à travers eux, tous les problèmes soient posés. Y compris ceux qui ont survécu à la victoire de l'Unité populaire.

On pourra être surpris par les procédés de « distanciation » utilisés. Par exemple, les séquences rêvées, ou les apparitions du chœur antique, ici le chanteur de folk Joë Mac Donald. Mais les auteurs de « Que hacer ? » se sont refusés à faire ronfler les violoncelles de l'émotion, tout comme ils ont écarté les pièges du didactisme militant — ceux-là mêmes où tant de nos réalisateurs trébuchent.

SERGE RICHARD

Jazz: Mingus à belles dents

Un grand saladier plein de cubes de glace qu'il croque à belles dents — nous l'avons vu, à la table voisine de la nôtre, dans une « boîte » de Greenwich Village, se livrer à ce fascinant goûter en écoutant le batteur Art Blakey — rien ne plaît plus au contrebassiste Charlie Mingus. C'est avec la même gourmandise qu'il semblait choisir les thèmes pour son orchestre, samedi à l'Olympia, à l'occasion du premier concert du festival Newport en Europe (1).

Les jours suivants, il y avait encore beaucoup à entendre : la version négro-américaine de « Trois jeunes tambours qui revenaient de guerre » — un « combat » musical entre les batteurs Art Blakey, Roy Haynes et Elvin Jones — ou le quintette des frères Adderley, ou encore l'orgue de Jimmy Smith... Mais rien de comparable à Mingus, l'une des plus fortes personnalités de la musique noire, et des plus lucides : « Nous qu'on appelle musiciens de jazz, dit-il, nous sommes compositeurs, compositeurs spontanés... Que pensez-vous qu'il arrive à un compositeur sincère, qui aime écrire, et qui doit attendre trente ans pour que quelqu'un joue ses compositions ? Né dans un autre pays ou né Blanc, j'aurais, j'en suis sûr, exprimé mes idées depuis longtemps ».

Mingus, samedi, a souvent oublié le délire savamment organisé de ses œuvres récentes — comme l'étonnant « Let my children hear music », disque C.b.s. — pour choisir de s'amuser. La présence d'un invité de dernière heure, le trompettiste Anderson le Chat, lui en a donné l'occasion : entre les élans vers le free jazz de ses jeunes coéquipiers habituels et le classicisme ellingtonien d'Anderson, Mingus n'a cessé de jeter les ponts avec maîtrise et humour.

C'est l'un des moments les plus inattendus de ce festival un peu trop « résurrectionniste ». Mais quelqu'un — et cela vaudra la peine d'y aller voir, puisqu'il joue ce vendredi entouré de Gillespie, Blakey, etc. — peut réserver d'aussi bonnes surprises : un autre grand musicien qui échappe aux classifications, Thelonious Monk.

S. R.

1) Sont aussi annoncés, à la salle Pleyel : lundi, le Folk blues Festival, avec Roosevelt Sykes, et jeudi le J.a.t.p. (Benny Carter, Peterson, etc.)

Citoyens, le XIXe siècle est grand, mais le XXe siècle sera heureux »... Tel est le mot de la fin des « Misérables », racontés par le Théâtre des Amandiers, d'abord à Nanterre puis en province (à partir de mercredi). Tel est le mot prophétique lancé à la face de l'avenir par Enjolras, ci-devant mini-Saint-Just défenseur de barricades et maintenant cadavre dans les poubelles de l'Histoire. Le spectacle est terminé. La parole d'Enjolras reste en suspens, ne se dissipe pas plus qu'une fumée tenace. Heureux, le XXe siècle ? « Mot terrible, dit Pierre Debauche, régisseur des « Misérables ». A chacun de trouver, dans ce grand écart entre les raisons de mourir d'Enjolras et les lenteurs de l'Histoire, sa place et le propos politique éclairant. »

Spectacle, en effet, ne doit pas se confondre avec meeting. Les comédiens nous ont conté une fable exemplaire. A nous d'en tirer des conclusions utiles. On nous a raconté la dégradation de l'homme, la déchéance de la femme et l'atrophie de l'enfant. On nous a narré la lutte du déclassé Valjean, la destruction de Fantine par la société. On nous a dit Cosette, Gavroche, Enjolras. On a suivi l'itinéraire politique de Marius, l'exil social de Javert. Tout est sous la lumière crue du théâtre ; ceux qui n'ont pas compris peuvent toujours s'en remettre aux commentaires de Victor Hugo lui-même.

Si, au sortir de la représentation, tout est clair, c'est parce que le piège de la simple transposition a été évité, parce que le monument romanesque n'est pas demeuré un boulet pour la troupe de Pierre Debauche. Comment cela a-t-il été possible ? La réponse implique une nouvelle méthode de travail.

Aller ainsi du roman populaire au théâtre suppose le passage au crible des mythes pour écoliers : le généreux Valjean, la pauvre Cosette, l'espiègle et inconscient Gavroche. Car il ne peut s'agir de faire du « mélo » pour adultes, surtout après le travail de Bluwal à la télévision. Voici donc comment Debauche et ses camarades ont surmonté ces obstacles : par le biais de la « création collective ». Modèle Mnouchkine, s'entend.

Debauche a réuni une dizaine de comédiens. Un fil conducteur a été fixé : la progression des idées politiques de Marius, du royalisme à la République,

Le collectif Hugo



« Les Misérables », interprété par les comédiens du Théâtre des Amandiers de Nanterre.

en passant par Bonaparte. Chaque comédien a dû se plonger dans le roman et en tirer une suite d'images susceptibles d'être développées sur scène. Pendant six semaines, les choix se sont affrontés, confrontés, côtoyés, opposés, affinés, regroupés. Une seule règle à ce jeu : interdiction de refuser quoi que ce soit sans contre-proposition. Un résultat : des choix difficiles, mais argumentés et, finalement, pris à l'unanimité.

Dans un second temps, tout ce beau monde a émigré — avec femmes et enfants — dans une ferme du Midi. Même discipline que pendant la première partie du travail, mais portant déjà sur des options de mise en scène. L'originalité de la méthode résidant dans le fait que la voix de Debauche n'a pas été plus prépondérante qu'une autre. Pour les comédiens, l'expérience était nouvelle.

Troisième et dernier épisode : pour l'enchaînement et la construction définitive du spectacle, Debauche redevient « l'œil critique ». Il faut bien équilibrer l'ensemble ! Mais cette « régie » n'enlève rien au jeu collectif : ce sont bien tous les comédiens qui ont choisi, et non un seul homme qui a imposé sa solution aux autres. Les conséquences d'une telle démarche sont convaincantes : les tempéraments se complétant, Hugo est rendu à la scène dans toutes ses dimensions — de l'historique au quotidien, à travers le lyrique ou le comique. Cela a tout de même demandé trois mois de travail harassant. Personne ne s'en plaint au Théâtre des Amandiers : il y a longtemps que ces gens du spectacle rêvaient d'avoir quelques responsabilités dans la façon de conduire leur métier.

A Nanterre, j'ai même rencontré des comédiens heureux.

JEAN MONTAGNARD

Télé-sélection

Même si Gérard Chouchan a instruit son dossier avec une abusive partialité, « Albert Einstein » (samedi 28, 20 h 30, ch. 1), le procès posthume qu'il fait au grand savant sur la bombe atomique, pose de vraies questions.

VENDREDI 27 OCTOBRE

« Venise condamnée » : un modèle de télévision style américain (21 h 20, ch. 1).

SAMEDI 28

Pour les amateurs de rugby à XIII : France-Nouvelle-Zélande(14 h 55,ch. 1).

DIMANCHE 29

« Le chef-d'œuvre de Vaucanson », au Théâtre pour la jeunesse (17 h 45, ch. 1).

Les talentueux débuts du cinéaste Claude Sautet : « L'arme à gauche » (20 h 40, ch. 1).

A Vive le cinéma, des interprètes habituels de Resnais (Montand, Delphine Seyrig...) commentent la reprise de son film-phare, « Hiroshima, mon amour » (21 h 30, ch. 2).

« The Bowery », de Raoul Walsh, à Ciné-club : aussi pittoresque que son « Gentleman Jim » projeté dimanche dernier (22 h 40, ch. 2).

LUNDI 30

L'émission médicale de Barrère-Lalou : l'ostéoporose (21 h 30, ch. 1).

« Qu'est-ce que l'Histoire ? » : question et réponses de Bringuier et Knapp (22 h 15, ch. 2).

Première séquence de « Citadelle », une série d'après Saint-Exupéry (14 h 30, France-Culture).

Une dramatique de Georges Conchon : « Une affaire d'homme » (15 h 45, France-Culture).

MARDI 31

Un débat sur le « troisième âge » suivant la projection du déchirant « Umberto D », de Vittorio de Sica 1951 (20 h 30, ch. 2).

Au Grand Echiquier, Trénet, Jean Ferrat, Salvador Dali (20 h 30, ch. 1).

MERCREDI 1er NOVEMBRE

D'après Gaston Leroux, « Le mystère de la chambre jaune » (15 h 45, ch. 1).

La 1re des 3 émissions de Pierre Cardinal sur les « Mémoires de guerre » de De Gaulle (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 2

A voir surtout pour le scénariste-dialoguiste Jacques Prévert : « Sortilèges », de Christian-Jaque (20 h 30, ch. 1).

Blum et l'amour du plus lointain



ROY MEDVEDEV

De la démocratie socialiste

Un document sans égal pour la connaissance de l'U. R. S. S. Grâce à lui, on peut désormais s'orienter dans "ce pays aux rares énigmes mais aux nombreux secrets". On peut comprendre ce que représentent les différentes manifestations de l'opposition et saisir le sens des options qui s'offrent au pouvoir.

MAX GALLO
(L'Express)

Le courage intellectuel de Roy Medvedev est encore plus admirable que son courage politique.

FRANÇOIS FURET
(Le Nouvel Observateur)

grasset

Vingt-deux ans après sa mort, Léon Blum demeure, pour l'ensemble du mouvement socialiste, un symbole et un exemple.

Symbole de courage tranquille, de droiture ; exemple de lucidité, d'intelligence, de conscience. C'est ce qu'ont tenu à affirmer, au cours de la récente et émouvante cérémonie commémorative de la Sorbonne, les représentants de l'Internationale socialiste, et François Mitterrand au nom des socialistes français. C'est également ce qui se dégage de la lecture du 8e tome de son œuvre éditée par Albin Michel sous la direction de la société des Amis de Léon Blum. Celle-ci achève ainsi pratiquement la tâche qu'elle s'était fixée, puisque sous peu doit paraître le 9e et dernier ouvrage.

Le volume, qui vient de paraître, prend comme point de départ la guerre de 1914, et le premier discours publié est celui que Léon Blum prononça en 1917 au nom de la société des Amis de Jean Jaurès.

Ce texte est important à plus d'un titre. Il marque tout d'abord l'entrée de Léon Blum dans la vie politique active. En 1917 Léon Blum avait 45 ans. Il était socialiste depuis de nombreuses années. Il avait publié de temps à autre des articles dans « l'Humanité » et il avait participé à plusieurs reprises à des congrès du parti, mais jusqu'à cette date l'essentiel de sa vie était ailleurs.

Prophétique

Pourquoi les derniers mois de la guerre marquent-ils un brusque changement et un engagement irréversible ? La réponse à cette question se trouve implicitement dans le discours anniversaire de 1917. En le lisant on discerne clairement une inquiétude à propos de l'avenir du socialisme français. Le bolchevisme n'a pas encore fait son apparition en Europe occidentale, mais l'action du parti socialiste depuis le début de la guerre suscite dans ses propres rangs des controverses passionnées, et provoque des divergences profondes. L'œuvre de Jaurès est menacée. Léon Blum pressent qu'il devra s'engager sans réserve pour tenter de la préserver.

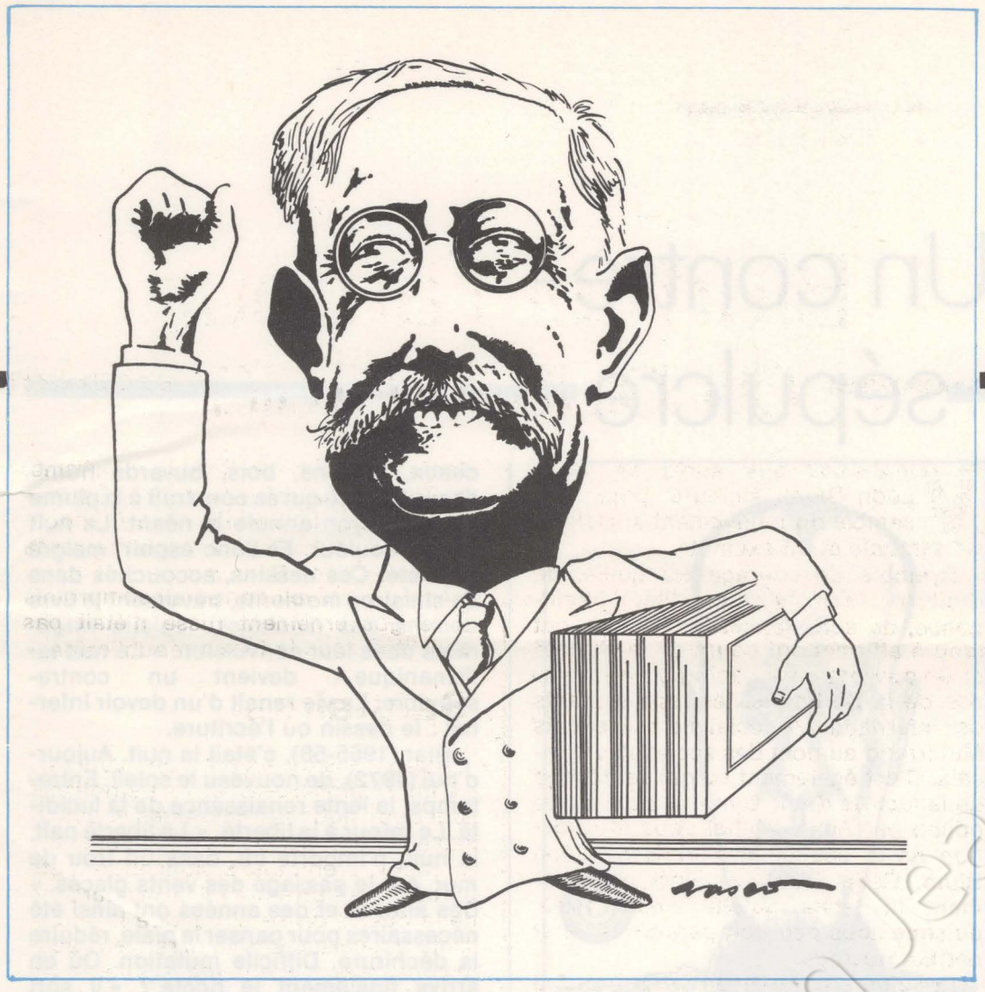
L'ensemble du discours est d'ailleurs prophétique. Léon Blum analysant les leçons de Jaurès dégage pour le socialisme un certain nombre d'enseignements. La République et le socialisme sont deux termes étroitement dépendants l'un de l'autre. Sans le socialisme, la République est incomplète. Sans la République, le socialisme est impossible, et s'adressant à la révolution russe naissante, Léon Blum ajoute : « L'objet même de la révolution serait compromis si le gouvernement russe n'était pas constitué sous la forme républicaine. »

Salutaires

Autre enseignement de Jaurès : « L'internationalisme et le patriotisme sont deux notions cohérentes et conciliables et qui même se conditionnent. » Ce rappel prend une signification toute particulière à un moment où la poursuite de la guerre divise et déchire le socialisme français. Léon Blum rappelle également la synthèse jauressienne entre les notions de Réforme et de Révolution. Traditionnellement opposées, elle doivent se réconcilier, car pour le socialisme « la réforme est révolutionnaire, et la révolution est réformiste ». Enfin il insiste sur la nécessité de préserver l'unité du parti, non une unité formelle, mais une unité vivante. Les courants profonds qui agitent le monde socialiste sont salutaires dans un parti en pleine expansion et l'enrichissent. Mais les divergences trop aiguës ne risquent-elles pas de devenir une menace de mort dans les moments de crise ? C'est une crainte qu'exprime Léon Blum. Or la crise arrive, et quelques mois plus tard la division naissante deviendra une scission redoutable. Lui, qui passionnément a tenté de sauver l'unité de son parti, constate alors l'inévitable.

Logique

Le discours de Tours de décembre 1920 a été bien souvent reproduit sous le titre « Pour la vieille maison ». Avec une lucidité et une perspicacité étonnantes, Léon Blum analyse sous tous ses aspects la nouvelle doctrine que les adeptes du bolchevisme s'efforcent d'imposer au Parti socialiste français. Malgré une émotion qu'il ne cherche nullement à dissimuler, sa démonstration reste de bout en bout totalement objective et d'une impeccable logique. Nulle attaque contre les hommes, qui dans quelques heures vont devenir des adversaires. L'espoir d'une réconciliation ultérieure au sein d'un même foyer est même exprimé. Cinquante ans plus tard nous n'en sommes pas encore là.



Communistes et socialistes ne sont plus des adversaires, mais ils restent différents, et par cela même concurrents. Les 21 conditions n'existent plus. Les divergences se sont sensiblement modifiées, mais un lien de filiation évident rattache cependant celles d'aujourd'hui à celles qui nous opposaient aux premiers bolcheviques.

Dans l'opposition

Après la scission de 1920, il faut reconstruire le parti socialiste dont Léon Blum devient le leader indiscutable. Il engage une lutte sévère contre la politique du bloc national au sein de la chambre bleu horizon. Le 11 mai 1924 le bloc national sort vaincu des élections législatives. Le cartel des gauches l'emporte, et le parti radical, que le suffrage universel a placé en tête de la coalition, forme le gouvernement présidé par Edouard Herriot. Léon Blum, au nom du Parti socialiste, lui promet un soutien sans défaillance. C'est une politique courageuse, mais difficile. En 1926, les radicaux acceptent d'entrer dans un gouvernement d'union nationale présidé par Raymond Poincaré. Les socialistes se retrouvent dans l'opposition.

Soucieux de tirer la leçon des événements qui viennent de se dérouler, et de dissiper les équivoques que certains cherchent à entretenir, Léon Blum s'efforce alors par une série d'articles dans « le Populaire » de marquer clairement ce qui nous distingue du Parti radical en même temps qu'il fait le point sur l'évolution du monde communiste.

Le volume s'arrête en 1928. Mais il se termine par une étude de Léon Blum publiée en 1918 par Bernard Grasset intitulée « Lettres sur la réforme gouvernementale ». Même si le problème institutionnel ne se présente plus aujourd'hui comme au lendemain de la Première Guerre mondiale, ces quelques chapitres méritent d'être lus avec attention, car nombreuses sont les constatations et les suggestions qui n'ont rien perdu de leur valeur sur les rapports qui devraient s'établir entre l'exécutif et le législatif, ou sur le fonctionnement du parlement. Dès les premières lignes de son étude Léon Blum reconnaît d'ailleurs que l'instabilité ministérielle, comme l'insuffisance de l'efficacité gouvernementale et parlementaire s'expliquent en grande partie par la faiblesse des formations politiques françaises. Il considère que la condition première d'un bon fonctionnement des institutions est la création de partis puissants, cohérents, disciplinés, offrant des choix clairs et des options précises. Ces réflexions restent un demi-siècle plus tard pleinement d'actualité.

Tout est donc à lire, ou à relire dans ce 8e ouvrage de l'œuvre de Léon Blum. Une fois de plus on admirera l'élégance, l'aisance et la précision de son style. On retiendra les enseignements multiples que comportent ses études, ses articles ou ses discours. On appréciera le comportement d'un homme, qui surmontait toutes les difficultés avec la même tranquillité souriante, et qu'aucune épreuve ne parvenait à abattre. Il répétait d'ailleurs volontiers ce précepte de Nietzsche dans son Zarathoustra: « Que l'avenir et les plus lointaines choses soient la règle de tes jours présents. Ce n'est pas l'amour du prochain, c'est l'amour du plus lointain que je te conseille ».

GERARD JAQUET



RESTAURANT
L' ATLANTIQUE
51, Bd de Magenta - PARIS-10e
Téléphone : 208-27-20

LUCIEN
RIOUX

Clefs
pour le
Syndicalisme

L'HISTOIRE
LES TEXTES - LES INSTITUTIONS
LES HOMMES
LES PROBLEMES
LES EXPERIENCES ETRANGERES
LES PERSPECTIVES

collection "Clefs"
dirigée par Luc Decaunes
Format de poche : 13,50 F

SEGHERS

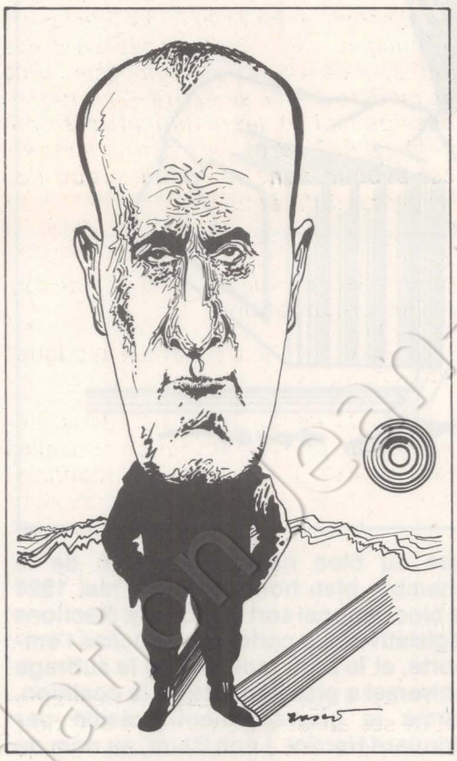
Un contre-sépulcre

René Char a ainsi nommé l'amour : « Etre le premier venu. »

Phénix incessant, la présence de l'autre est, pour lui, composante de chaque jour qui se lève. L'autre vient-elle à disparaître et la nuit envahit le poète. N'importe qui de nous, en pareil accident, habite une douleur insoutenable. « La nuit talismanique » de René Char — qui vient de paraître aux éditions Skira, collection « Les sentiers de la Création » — est née d'un tel naufrage, des insomnies qui en ont découlé. Voilà le poète « en avance d'un jour néfaste ».

Pourquoi ce livre ? René Char a répondu, il y a longtemps : « Certains jours il ne faut pas craindre de nommer les choses impossibles à décrire. » Char avait bien écrit, des années auparavant : « Il n'y a pas d'absence irremplaçable. » Maintenant, face à l'absence, il a le courage de ses faiblesses : « Je pleure quand le soleil se couche parce qu'il te dérobe à ma vue... » Naufrage, disions-nous. « Ta tête avait roulé dans la fosse du ciel et je ne croyais plus au lendemain. » Est-ce la fin ?

Non. Et ce parce qu'il ose opposer la résistance à la fatalité. Parce qu'il s'établit à l'extérieur de lui-même et commence son grand chant du refus. Ses outils précaires : « encre de Chine



de couleur, bâtons de cire, pointes rougies au feu, écorces de bouleau, plumes, couteaux, crayons, clous, poinçons, pinceaux, cartons, bois, buvards humides ». Déjà ce qui se construit à la plume ou au crayon annule le néant. La nuit se fait couleur. Et donc espoir, malgré le poète. Ces dessins, accouchés dans de sinistres moments, traversent le livre comme des météores : éclairs fulgurants dans leur convulsion. « La nuit talismanique » devient un contre-sépulcre. La vie renaît d'un devoir infernal : le dessin ou l'écriture.

Hier (1955-58), c'était la nuit. Aujourd'hui (1972), de nouveau le soleil. Entretemps, la lente renaissance de la lucidité. Le retour à la liberté. « La liberté naît, la nuit, n'importe où, dans un trou de mur, sur le passage des vents glacés. » Des années et des années ont ainsi été nécessaires pour panser la plaie, réduire la déchirure. Difficile mutation. Où en arrive finalement le poète ? « Il sort éclairé du froid et tourne à jamais le dos au printemps qui n'existe pas. »

René Char a su maîtriser les ténèbres. Mais nous sommes tous, et toujours, en hiver. Seule l'image du visage aimé est certitude ; seul demeure pour le poète « le trésor entrouvert des nuages qui exhortèrent notre vie ».

« La nuit talismanique » : histoire d'une cicatrisation, non d'un miracle.

J.-P. L.

Notes de lecture

Chronique d'un combat

Ce n'est pas à une histoire de la Résistance que nous convie Alain Guérin mais à une chronique, très bien illustrée, de ces années : « La Résistance », éd. Livre-club Diderot. Il a donc plus recours aux témoignages et aux citations qu'à la méthode historique. Ce premier tome couvre la période de 1930 à 1940. La chronologie peut étonner pour une histoire de la Résistance. Mais il est vrai que ce combat a une double composante : patriotique et antifasciste. Pour la saisir, il faut aussi remonter à l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Alain Guérin est communiste. Il apporte donc des témoignages inédits et passionnants sur la guerre d'Espagne, sur la compagnie France-Navigation ou sur l'Internationale, recueillis aux meilleures sources. Sa défense du pacte germano-soviétique est plus douteuse. Mais ce tome n'est que le premier de cinq. Et le résultat, somme toute, est prometteur.

N. B.

Au temps du ciné

Après le « Palais d'Hiver » voici donc le Magic-Palace, un cinéma minable, affublé d'un dancing sordide : c'est « Ciné-roman », de Roger Grenier (Gallimard, 26 F). Les Laurent — les parents du narrateur — viennent d'acheter le Magic-Palace pour en faire un établissement honorable. Erreur.

Le naufrage des Laurent et de leur affaire, c'est un peu la rançon du progrès : dans les années 30, où se déroule ce roman, les choses changent vite, trop vite pour les Laurent. Ce naufrage, c'est aussi la fin d'une adolescence, celle du narrateur. C'est un roman pudique — on a envie d'écrire timide — plein de charme et de discrétion.

M. B.

Provocateurs et indics

« Le plus sûr moyen de détecter les personnes excitables consiste à les exciter soi-même. » Règle d'or de toutes les polices. Méthode de tous les indics. « Les provocations policières », de Bernard Thomas (Fayard), illustre tout cela par de multiples rappels historiques : les attentats anarchistes en Italie, l'invasion de la Pologne par Hitler, le démantèlement de la willaya 3 pendant la guerre d'Algérie, Mai 68, les C.r.s. de Jules Moch au cours des grandes grèves, les innombrables procès staliniens, etc. Dans les couloirs du Pouvoir, il y a bien du vulgaire et bien du subalterne. Mais, comme disait le lieutenant général de la Police sous Louis XV : « Trouvez-moi d'honnêtes gens qui veuillent faire ce métier-là... »

M. B.

Le livre de la semaine

« Imaginez 3 millions 500 000 adhérents ... »

Depuis près de vingt ans, Lucien Rioux, journaliste à « France-Observateur » puis au « Nouvel Observateur » suit l'actualité sociale et syndicale.

Il publie cette semaine chez Seghers « Clefs pour le syndicalisme ». Remontant à la « préhistoire » du syndicalisme, au XIXe siècle, il explique la naissance, les transformations des syndicats, pour en arriver à une analyse des centrales syndicales aujourd'hui. Et de leurs problèmes : leur attitude vis-à-vis des partis, vis-à-vis du pouvoir, leur quête de modèles — s'il en existe — les retombées de Mai 68, leurs difficultés à trouver l'unité. C'est ce dernier problème qui est évoqué dans les extraits que l'on trouvera ci-dessous.

« D'où vient ce morcellement syndical en de multiples organisations ? La réponse des cégétistes a le mérite de la simplicité. Des ennemis de classe, liés au gouvernement, au patronat, au capitalisme, appuyés sur l'impérialisme américain, ont réussi à corrompre une partie de la classe ouvrière et l'ont amenée à adopter des positions contraires à ses intérêts.

« Le pluralisme syndical ne s'explique pas par les différences d'idéologie, mais par l'exploitation que la bourgeoisie fait de ces divergences avec l'aide de certains dirigeants syndicaux hostiles à l'unité » (Krasucki, dirigeant de la C.g.t.)

Les autres syndicats font bien entendu une analyse très différente. Pour eux, la division est essentiellement due à l'existence d'une centrale, la C.g.t., dominée entièrement par un parti politique, le Parti communiste qui, par son idéologie, ses structures et ses méthodes, refuse les règles de la démocratie. Pour eux, la constitution d'une centrale unique ne deviendra possible qu'après une transformation profonde du Parti communiste.

Cette analyse conduit naturellement les dirigeants syndicaux non-cégétistes à rejeter loin dans l'avenir les perspectives unitaires. Ce qui laisse à la C.g.t. le monopole des campagnes pour l'unité. Celles-ci ont considérablement varié depuis la scission de 1947. Il y a eu les périodes « unité dans la C.g.t. » : la C.g.t. est une centrale démocratique, ouverte à toutes les tendances du mouvement ouvrier ; elle compte plus de travailleurs chrétiens que la C.f.t.c., plus de socialistes que Force ouvrière. Rien ne s'oppose donc à ce que la grande masse des chrétiens et des socialistes, rejetant les chefs scissionnistes, viennent rejoindre ses rangs. Il y a eu également les périodes où, constatant l'existence des syndicats concurrents et l'impossibilité de faire rompre la base avec leurs dirigeants, la C.g.t. se déclarait prête à engager avec ces derniers des pourparlers en vue d'une fusion de toutes les organisations.

Ni l'une, ni l'autre de ces tactiques n'a abouti (...)

(...) Vers les années 1960, deux éléments vont jouer en faveur de nouvelles perspectives. D'une part, la reconnaissance par les dirigeants C.g.t. de l'impossibilité d'entraîner Force ouvrière vers une reconstitution de l'unité syndicale ; d'autre part, l'arrivée des militants de gauche à la direction de la C.f.t.c., puis l'évolution de cette dernière et sa transformation en C.f.d.t.

Sous l'impulsion d'Eugène Descamps et de ses amis, la C.f.t.c. (puis la C.f.d.t.) va prendre une offensive dans deux directions. Elle a cessé de considérer le pluralisme syndical comme un absolu ; ce n'est qu'un fait, dû à des circonstances particulières. Que les circonstances changent, et le pluralisme pourra être abandonné. La C.f.d.t. tente donc d'abord de se rapprocher de Force ouvrière en vue d'aboutir à la constitution d'une grande centrale syndicale libre ; en même temps, elle accepte de pratiquer systématiquement l'unité d'action avec la C.g.t.

Les actions communes avec la C.g.t. paient, facilitent l'implantation de la C.f.d.t. en milieu ouvrier ; mais elles gênent et finissent par empêcher le rapprochement avec F.o. Sans méconnaître les progrès de la C.f.d.t. et son indépendance, les militants de F.o. estiment que la pratique de l'unité d'action avec la C.g.t. ne peut conduire qu'à un désastre. La C.f.d.t. refuse de tenir compte de cette position, F.o. s'en éloigne et se réfugie dans un isolement protecteur.

La C.f.d.t. accentue ses avances en direction de la C.g.t. Malgré des tensions périodiques, l'unité d'action se produit et se renforce. En 1971, la C.f.d.t. fait un nouveau pas. Elle engage avec la C.g.t. un grand débat sur le contenu que chacune des deux organisations donne au socialisme. Débat difficile : certaines thèses avancées par la C.f.d.t., l'autogestion par exemple, ne peuvent être acceptées par la C.g.t. De même, les cédétistes de préciser leur attitude à l'égard du « socialisme » tel qu'il est pratiqué dans les démocraties populaires.

A l'arrière-plan du débat, le problème, jamais évoqué officiellement, d'une fusion des deux organisations. Que les positions se rapprochent et il apparaîtra ouvertement. Certains militants de la C.f.d.t. sont prêts à jouer le jeu. Eugène Descamps, l'ancien secrétaire de la centrale constate : « Imaginez une organisation unique de 3 millions 500 000 adhérents dans laquelle se retrouvent la C.g.t., Force Ouvrière, la Fen et la C.f.d.t. Les forces en présence, cégétistes d'un côté, syndicalistes attachés à la démocratie de l'autre, seront sensiblement équivalentes. Pour peu que les liens entre la C.g.t. et le P.c. continuent à se relâcher, la nouvelle organisation pourra fonctionner parfaitement, en toute indépendance à l'égard des partis et des syndicats ».

Mais d'autres cédétistes, beaucoup plus nombreux, considèrent ce raisonnement comme très dangereux : « Quand, disent-ils, dans une même organisation, on trouve face à face, d'une part un groupe puissant, homogène et discipliné et, d'autre part, une multitude de tendances liées par une ou deux idées communes, le groupe organisé est assuré de l'emporter. Force ouvrière n'acceptera jamais un tel regroupement ».

Aujourd'hui, les rapports entre C.g.t. et C.f.d.t. passent par des phases opposées. Les deux centrales se heurtent sur la tactique, frôlent parfois la rupture, mais se retrouvent pour engager un difficile débat sur le contenu que chacune d'entre elles donne au mot socialisme. La C.f.d.t. met en avant l'autogestion, la transformation révolutionnaire du régime ; la C.g.t. reprend les thèmes d'union de la gauche, de « démocratie avancée », chers au Parti communiste. Lente, ardue, la discussion ne progresse guère. »

Dans l'interview de Marcel Berge publié dans notre dernier numéro, nous avons traduit les initiales Ensep par Ecole nationale supérieure d'Education physique. C'est Ecole Normale qu'il fallait lire.



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

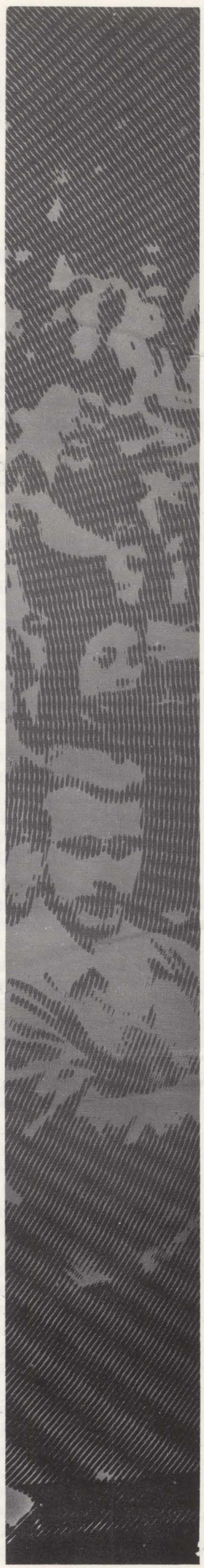
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



Un Budget en trompe-l'œil

Avec une production intérieure brute de 1 000 milliards, un Budget de 200 milliards, l'année 1973 sera, si l'on en croit les experts du ministère des Finances, celle des chiffres ronds, qui résulteront d'une croissance nominale de 11,2 % par rapport à 1972.

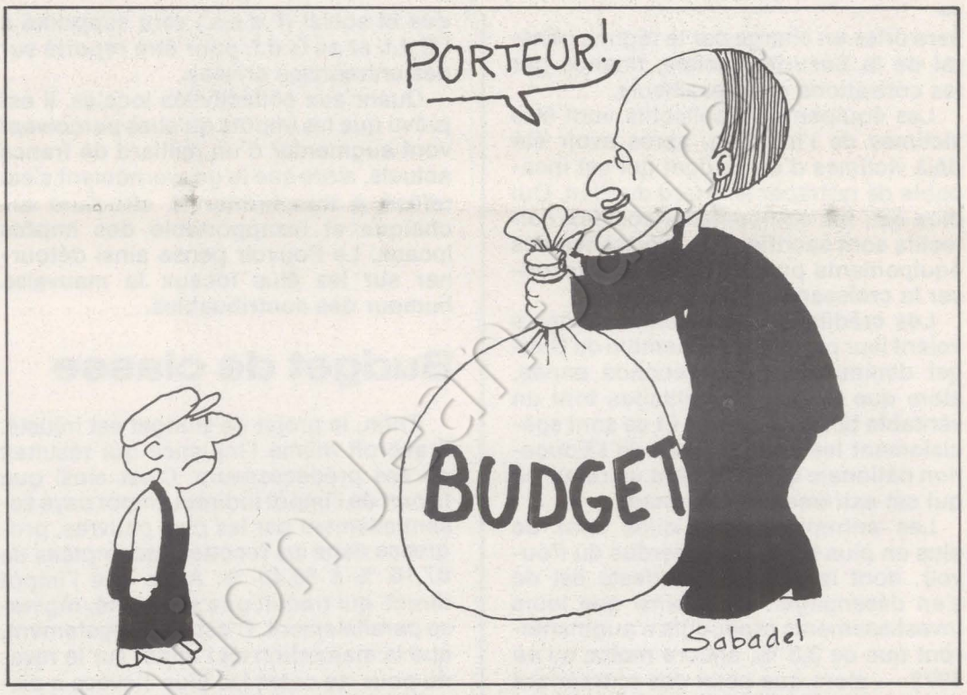
Sur ces bases, le gouvernement présente un Budget qui offre les apparences de l'équilibre, ce qui amène son auteur, le ministre de l'Economie et des Finances, à se décerner à lui-même un brevet d'administrateur « sérieux ». Ne nous laissons pas éblouir par les mille voix de la propagande officielle et regardons d'un peu plus près ce château d'apparence majestueux bâti sur les sables mouvants de l'inflation.

Cet examen nous conduira à une quadruple constatation : le projet de Budget 1973 est conservateur, précaire, antisocial et injuste.

Il est conservateur, car il ressemble comme un frère à celui qui l'a précédé et qui a été son modèle. Il retrace les mêmes priorités gouvernementales, en particulier en ce qui concerne l'industrialisation à tout prix et l'impératif de croissance. Il faut réfléchir aux raisons qui amènent le gouvernement à mettre constamment l'accent sur le fait que la croissance de l'économie française est supérieure à celle des économies voisines. Il y a là une glorification d'une certaine forme d'efficacité de l'appareil de production, qui sert de justification au fait qu'aucun remède sérieux n'est apporté à l'injustice criante d'une société entièrement organisée pour le profit du grand capital et de la classe restreinte qu'il entraîne dans son sillage. En ce sens, le Budget comporte des subventions au secteur privé qui atteignent des chiffres importants : subventions directes se montant à 5 milliards ; subventions indirectes résultant de l'effort que la nation s'impose pour les routes et les télécommunications, et résultant aussi des marchés publics au sujet desquels les révélations récentes jettent un jour assez cru sur la façon dont ils deviennent parfois des faveurs.

Larmes de crocodile

La précarité est une des caractéristiques essentielles du projet de Budget. Les hypothèses sur lesquelles il est basé paraissent très arbitraires, surtout en matière d'évolution des prix en France et à l'étranger. L'inflation prend en effet,



en France, un rythme accéléré, que le consommateur est amené à constater chaque jour. Sur les trois mois, le rythme annuel de hausse des prix dépasse 8 %. Or, le projet de Budget est basé sur une hypothèse de hausse des prix à la consommation de 5,5 %. Il y a très peu de chances pour que ce chiffre soit tenu. A titre d'indication, l'hypothèse émise l'an dernier était de 4,3 % — alors que le ministre avoue maintenant 5,8 %, chiffre qui sera sûrement dépassé. Cela représente, au moins, 35 % de plus.

Pour 1973, cette différence entre hausse prévue et hausse constatée risque d'être encore plus importante. Cela est d'autant plus vraisemblable que le gouvernement, dont les déclarations sont régulièrement démenties par les faits, est en réalité résigné à laisser les prix monter, car il craint trop les répercussions, dans la période électorale où nous nous trouvons d'ores et déjà, d'une lutte réelle et vigoureuse contre les hausses.

Ses larmes de crocodile sur les méfaits — très réels — de l'inflation n'y changeront rien, non plus que le tour de passe-passe qui consiste à évacuer le problème vers l'Europe, à laquelle, depuis bien des années, on refuse les moyens qui lui permettraient d'être efficace dans sa solution.

Or, l'inflation remet en cause les équilibres du Budget, en particulier celui du commerce extérieur. Elle remet aussi en cause la proportion entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'équipement. La sous-estimation volontaire de la hausse des prix modifie profondément l'exécution du Budget, le projet qui nous est présenté n'étant qu'un trompe-l'œil. On ne saurait trop insister sur le caractère entièrement artificiel que cette sous-estimation donne à l'ensemble de la construction budgétaire.

Ce caractère est encore renforcé par l'existence d'un Fonds d'action conjoncturelle doté de plus de deux milliards de francs, dont le gouvernement pourra jouer à sa guise. On se demande, dans ces conditions, quelle valeur peut encore avoir la décision qui sera prise par le Parlement lorsqu'il votera le Budget.

Les enfants perdus

De multiples indices montrent que celui-ci est profondément antisocial. C'est ainsi que les hypothèses économiques sur lesquelles il est fondé prévoient froidement un ralentissement dans la diminution de la durée du travail et dans l'augmentation des salaires.

La plus grande partie de l'augmentation des avantages aux personnes âgées

→

sera prise en charge par le régime général de la Sécurité sociale, financé par les cotisations des travailleurs.

Les équipements collectifs vont être victimes de l'inflation, après avoir été déjà victimes d'un Budget qui est incapable de rattraper le retard du Plan. Qui plus est, les équipements sociaux collectifs sont sacrifiés à la croissance des équipements publics destinés à favoriser la croissance de l'industrie.

Les crédits de l'Education nationale voient leur part dans l'ensemble du Budget diminuer pour la seconde année, alors que les crédits militaires font un véritable bond en avant ! Et ce sont spécialement les équipements de l'Education nationale qui marquent un recul, ce qui est extrêmement alarmant.

Les entreprises publiques sont de plus en plus les enfants perdus du Pouvoir, dont la volonté manifeste est de s'en désengager. C'est ainsi que leurs investissements productifs n'augmenteront que de 3,3 %, encore moins qu'en 1972 — alors que ceux des entreprises privées sont prévus pour augmenter en 1973 de 6,3 %. Parallèlement, le recours au Fonds de développement économique et social (F.d.e.s.) sera supprimé à l'E.d.f. et au G.d.f. pour être reporté sur des entreprises privées.

Quant aux collectivités locales, il est prévu que les impôts qu'elles perçoivent vont augmenter d'un milliard de francs actuels, alors que le gouvernement s'est refusé à transformer la structure archaïque et insupportable des impôts locaux. Le Pouvoir pense ainsi détourner sur les élus locaux la mauvaise humeur des contribuables.

Budget de classe

Enfin, le projet de Budget est injuste. Il accroît même l'injustice qui résultait de ses prédécesseurs. C'est ainsi que la part de l'impôt indirect, impôt payé essentiellement par les plus pauvres, progresse dans les recettes escomptées de 67,16 % à 68,40 %. Alors que l'impôt direct, qui traduit une solidarité, régresse parallèlement. C'est ainsi, également, que la majoration de l'impôt sur le revenu pour les cotes les plus élevées a disparu cette année, ce qui va en sens inverse de la progressivité qui caractérise cet impôt.

Le Budget devrait avoir un rôle de redistribution, prenant à ceux qui ont le plus pour donner à ceux qui ont le moins ; mais certaines dispositions constituent une redistribution à l'envers, comme les aides à l'industrie. Ou, au risque de choquer certains, les dépenses d'enseignement supérieur, dans la mesure où la démocratisation de cet enseignement est loin d'être entrée véritablement dans les faits.

Tout le système actuel est profondément imprégné d'une injustice fondamentale et le Budget en porte de nombreuses traces. Il appartient à la gauche de faire des propositions en sens contraire.

Le groupe socialiste a proposé un amendement général à la loi des finances, inspiré des dispositions du programme commun de gouvernement d'union de la gauche, qui modifierait la composition des ressources de l'Etat, en ce qui concerne la progressivité de l'impôt sur le revenu, la structure de l'impôt sur les sociétés, les impôts sur le capital et la T.v.a. L'adoption de cette proposition aurait permis de faire passer dans le Budget 1973, et dans les limites permises par la rigueur de la Constitution en matière de propositions parlementaires, un peu de solidarité et de justice.

Mais aucun espoir n'est permis en ce sens tant que la majorité parlementaire actuelle restera en place. Car ce n'est pas la minorité de privilégiés dont elle défend les intérêts qui souffre de la situation actuelle. La hausse des prix choisit ses victimes : titulaires de revenus fixes, retraités, travailleurs au Smic, et aussi les équipements collectifs, porteurs pour tous d'un avenir meilleur. Les autres s'en tirent plus ou moins bien, et le grand capital s'en tire même très bien.

Si ce Budget 1973 est le produit du Budget précédent, il n'est pas seulement conservateur d'injustice, car il est aussi un Budget de classe. Par un mécanisme inexorable, l'injustice est augmentée, un peu plus un peu moins tous les ans. Tous les ans, on donne quelques miettes de l'expansion aux catégories les plus défavorisées pour qu'elles se tiennent tranquilles, mais la plus grosse part va à ceux qui possèdent déjà. L'inflation accélère ce processus et cela durera jusqu'à ce que, la limite du supportable étant dépassée, le suffrage populaire renverse le cours des choses.

ANDRE BOULLOCHE

Mohamed Lebjaoui

Bataille d'Alger
ou
bataille d'Algérie?

Un dirigeant national de la révolution algérienne répond au Général MASSU.

Des faits importants, inédits sur la guerre d'Algérie.



GALLIMARD

Gastronomie

Nous en étions aux restaurants chers. Il y en a trop, c'est bien connu. Mais parmi ceux-là, il en est pour qui l'on peut avoir une tendresse secrète. Le Ty-Coz (1) est de ceux-là. Avec l'arrivée des huîtres — et malgré ce qu'en disent médecins, écologistes, gastronomes, consommateurs — il est tentant d'en goûter d'exceptionnelles. Au Ty-Coz, il n'y a que poisson, coquillages, crustacés. Les huîtres « spéciales » y sont charnues, goûteuses, non pas de ces morceaux de semelles salées trop souvent présentés ailleurs. Le turbot a la finesse qu'il doit avoir, la cuisson qu'il mérite. Finir un tel repas avec un sorbet de poire incline à l'indulgence. Sauf pour l'addition : 172 F pour deux. A réserver aux grandes occasions...

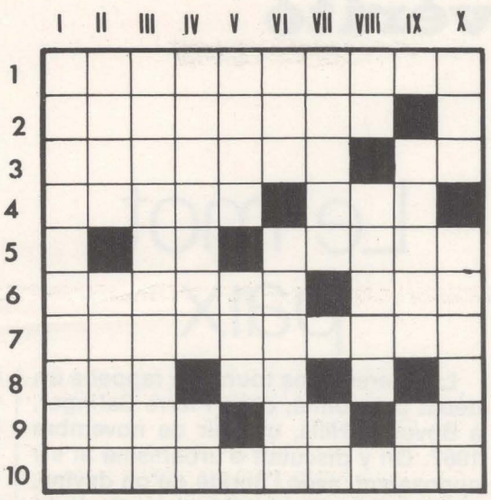
Pour bien moins cher, vous pourrez faire un repas d'huîtres chez vous en vous rappelant que la « saison » 72 sera bonne. La belon est pleine, savoureuse, la paimpolaise du large est à goûter. Quant aux huîtres du bassin d'Arcachon, il faut vous dépêcher : 1973 sera une année de vaches maigres.

G. P.

---

(1) 35, rue Saint-Georges, Paris IXe (Tru.42.95).

Mots croisés



PROBLEME N° 36

HORIZONTALEMENT :

1. Dégrader. — 2. Pour les jouer il faut être dans le besoin. — 3. Cousins de l'autruche. Possessif. — 4. Gorge qui n'est pas ornée d'une rivière de diamants. Troublé. — 5. Saint. Innocent. — 6. C'est tout un poème ! Unit. — 7. Revient périodiquement. — 8. En errant. Lettre ancienne. — 9. Issues. Pour elle, ça allait de mal en pis. Dans l'œil. — 10. On peut difficilement dire qu'elle pense à son avenir.

VERTICALEMENT :

1. Donnent une certaine rigidité. — 2. On y taille une bavette. Viciée. — 3. Qui ont droit à posséder. — 4. Désignons. Sur un calendrier. — 5. Cérémonial. Certain aimait l'entendre en fin de soirée en forêt. — 6. Fin de service. Nom de Papes. — 7. Ile de la Baltique. Se fait mettre en pièces. — 8. En prison. C'est le démon ! — 9. Pourvue. Langue. 10. Fait la roue. Gâtée.

SOLUTION DU N° 35

HORIZONTALEMENT : 1. Démolition. — 2. Evasa. Atre. — 3. Finalement. — 4. Ide. ONA. Es. — 5. Nota. T.n.t. — 6. Interrompu. — 7. Tset (Test). E I. As. — 8. Sis. Rome. — 9. Os. Tue. Née. — 10. Numériques.

VERTICALEMENT : 1. Définition ! — 2. Evidons. Su — 3. Janettes. — 4. Osa. Aétite. — 5. Lalo. Sûr. — 6. Entre. Ai. — 7. Tamanoir. — 8. Ite. Tm. O.n.u. — 9. Orne. Pâmée. — 10. Nets. Usées.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Raymond Cazes, Gisèle Charzat, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Ma part de vérité

Le mot paix

Lundi 23 octobre

J'aime, je le confesse, les tours de la Défense et ne déteste pas celle de Montparnasse. Aveu difficile dans ces colonnes, si j'en juge par la lecture des deux derniers numéros de « l'Unité ». La première fois que j'ai vu New York, c'était du ciel. Quel éblouissement ! On avait volé de nuit et le soleil levant n'avait pas dissipé les brumes du petit jour. Manhattan, grise et dorée dans son relief géométrique, avait une douceur ronde. J'ai pensé à Botticelli. J'y suis retourné cinq ou six fois. Une seule en bateau, dont je garde un souvenir brouillé : je n'ai pas le pied marin. Par avion, j'ai toujours éprouvé le même choc, la même impression d'entrer dans le futur par la fenêtre. Quand on me demande les villes que je préfère, je mets New York au rang de Venise, Gand, Florence, Jerusalem... Pas à cause de ses gratte-ciel, mais parce que je l'ai reçue comme ça, telle qu'elle est.

Villes hautes, villes plates, le coup de foudre frappe où il veut. Je me mets à l'aise dans mes contradictions. Pékin est à ras de plaine, comme Londres et Marrakech. Je ne voudrais pas qu'elle fût autrement. Dans toute ville, je me sens empereur, ou architecte — ce qui revient au même — je tranche, je décide, j'arbitre, je condamne, et ressemble en cela à mes concitoyens : chacun fait de son goût la règle. Mais je tempère cette intolérance par la constance dans l'infidélité : j'aime la ville où je suis, si je l'aime. Une fois pour toutes.

Est-ce parce que j'habite Paris ? Paris me plaît changeante. Du moins quand mon goût accepte qu'elle change — par exemple, je trouve imbécile et coupable la destruction des Pavillons Baltard. Je m'inquiète pour la gare d'Orsay. Le saccage de la rue Barbet-de-Jouy me navre. L'avenue Paul-Doumer me soulève le cœur. Les projets monumentaux dont on veut affubler le Rond-point des Champs Elysées sont hideux. L'architecture officielle française barbotte dans la laideur, et la laideur médiocre. L'Institut est la signature des cancres. J'applaudirai le ministre qui commencera par faire sauter l'immeuble des Beaux-Arts, avec un petit regret que ne sautent pas, avec, ceux qui y logent.

La querelle des tours me rappelle un débat passionné, chez Pierre Salinger, à Beverley Hills, un soir de novembre 1967. On y discutait d'urbanisme et s'y opposaient, avec l'âpreté qu'on devine, partisans de l'architecture verticale et partisans de l'horizontale. Chacun pour se plaindre de son propre environnement. Ceux de San Francisco déploraient l'entassement des immeubles sur leur étroit rocher — San Francisco est la plus exiguë des grandes villes américaines — et l'obligation où ils étaient de chercher de la place à cent mètres du sol. Ils attribuaient au mode de vie qui en découlait les progrès de la criminalité — les femmes ne sortent pas après vingt et une heures — l'aigreur des relations humaines, la fatigue molle des fins de journée. Ceux de Los Angeles décrivaient l'immense ennui de la ville sans repères, sans frontières. Avec une bonne voiture, on n'en fait pas le tour en un jour. Les boulevards ont trente, quarante kilomètres de long. Un promeneur passe pour fou ou suspect : tout policier consciencieux lui demandera ses papiers. La crainte des tremblements de terre aidant, Los Angeles n'a édifié que quelques tours, ça et là. Ses maisons basses, souvent individuelles, séparées par des jardins, vont de l'Océan aux Montagnes Rocheuses, sur une superficie égale à la moitié de la Belgique. On ne se connaît pas dans le même quartier. D'ailleurs, il n'y a pas de quartier. Nul n'est le voisin de personne. On s'enferme la nuit, de peur des voleurs. Toute ombre est ennemie. Huit millions d'habitants solitaires cultivent leurs fleurs et leurs psychoses. San Francisco ou Los Angeles ?

Paris n'en est pas là. La tour Montparnasse ne met pas en cause la civilisation. On aurait volé les tours de Notre-Dame que le mal eût été mince. M. Pompidou les voudrait plus hautes ? Je m'en passerais tout à fait. Comme il est difficile de s'entendre ! L'essentiel est que l'art se sente libre d'imaginer et de bâtir.

L'art, oui, mais les promoteurs ? Le plan-masse de la Défense respectait la perspective des Tuileries et de l'Arc de Triomphe. Ce sont des dérogations pardessous la table qui ont gâché un beau projet et, bien pis, un admirable site. La beauté est un art de vivre. L'argent, hélas, se moque de l'art et de la vie.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mercredi 25 octobre

Au Vietnam, on tue et on tuera jusqu'à la dernière minute. Laissons aux diplomates le temps de réfléchir. Cela dure depuis si longtemps qu'ils n'en sont pas à un jour près. Sur un tapis vert, rien de plus variable que le prix de la mort. Mais écrire le mot paix lorsqu'il s'agit de cette Indochine qu'une erreur du destin, quand le destin était français, a basculé dans le malheur, tient presque du prodige ! Je pense à ce moment où tout était possible. Il y a vingt sept ans de cela. Leclerc voulait la paix et acceptait l'indépendance. Thierry d'Argenlieu rêvait au vieil Empire et acceptait la guerre. Le général de Gaulle, qui décida pour eux, choisit d'Argenlieu, l'Empire et la guerre. Leclerc a raconté ses doutes et sa tristesse à l'un des ministres de cette époque, Gaston Defferre. A Alger, au Palais d'Eté, où nous habitions ensemble, peu de temps avant l'accident de Colomb-Béchar, je l'ai entendu regretter qu'on l'eût si mal écouté en haut lieu. L'un de mes amis, Jean d'Arcy, chargé d'occuper et de promener Ho Chi-Minh dont on ne savait que faire en France, dans les semaines qui précédèrent la fatale conférence de Fontainebleau, reçut les mêmes confidences : un geste aurait suffi pour tout sauver. Ce geste que n'ont accompli ni de Gaulle, ni Bidault, ni Auriol, ni Kennedy, ni Johnson, l'ironie du sort le réservait à Richard Nixon. M'étonnerai-je ? Plus je réfléchis, plus je crois qu'il n'y a pas de paradoxe en Histoire.

IMPRIMERIE D'HEBDO TC